



Un membre des FARC garde une zone de La Macarena, dans le sud de la Colombie, où des rebelles ont détenu des soldats.
© Scott Dalton/AP Photo

L'hydre de Colombie

LES DIFFÉRENTS VISAGES DE LA VIOLENCE ARMÉE

INTRODUCTION¹

La Colombie a longtemps été caractérisée comme l'un des pays les plus violents au monde. La violence issue d'un conflit armé prolongé, ainsi que du crime organisé et de la criminalité ordinaire a tué près d'un demi-million de civils et de combattants depuis 1979 – soit presque 17.600 personnes par an. Il s'agit là d'une crise de la sécurité humaine aux dimensions extraordinaires². Ce chapitre constate que si la nature des homicides dans le temps et l'espace est très hétérogène en Colombie, il existe également un facteur qui joue un rôle déterminant: les armes à feu. De fait, plus de 80% de tous les homicides perpétrés en Colombie depuis la fin des années 1970 impliquent l'utilisation d'armes à feu. De plus, ce pourcentage a augmenté de façon constante – d'environ 60% dans les années 1980 – et a atteint plus de 85% en 2002. En 2005, plus de 15% de tous les décès de causes naturelles et externes³ étaient liés aux armes à feu.

Ce chapitre présente pour la première fois une vue d'ensemble complète et documentée des relations entre la violence armée et les armes à feu dans le pays. Reposant sur une combinaison de sources de données et de recherches étendues sur le terrain, il présente les conclusions suivantes:

- Près de 39.000 morts violentes sont imputables au conflit armé depuis 1988. La moyenne annuelle est de 2.221 morts violentes, dont la plupart se concentrent dans les zones rurales.
- La Colombie a connu une diminution significative du nombre de décès de civils liés au conflit en 2003 et 2004, suivie par une inversion de tendance marquée dans la première moitié de 2005.
- Plus de 475.000 décès par arme à feu résultent de la criminalité et de la violence liée au conflit depuis 1979, avec une moyenne de 17.600 décès par an, dont la plupart se concentrent dans les centres urbains.
- Plus de 80% de tous les homicides sont perpétrés au moyen d'armes à feu, et plus de la moitié de la variation dans le temps des taux de décès de cause non naturelle peut être attribuée aux armes à feu.
- La plupart des armes en circulation sont illégales et n'ont pas été enregistrées. Le nombre d'armes détenues légalement et illégalement (à l'exception des armes des forces de sécurité gouvernementales) est évalué entre 2,3 et 3,9 millions, ce qui représente un taux de possession de 5,05 à 8,42 pour 100 habitants. Les statistiques officielles donnent le chiffre de seulement 1,53 arme à feu pour 100 habitants, un taux peu élevé par rapport aux autres pays d'Amérique latine.
- Il semblerait que les groupes paramilitaires illégaux de droite disposent de stocks d'armes plus importants et plus modernes que les guérillas de gauche. Les groupes paramilitaires disposent également de sources de financement plus lucratives et plus fiables.
- Plus de 90% des décès par arme à feu concernent les hommes. Plus d'un tiers de tous les décès par arme à feu touchent les hommes âgés de 20 à 29 ans, ce qui fait un total de plus de 340.000 années de vie productive perdues parmi les hommes rien qu'en 1985.
- Il semblerait que des mesures de contrôle des armes à feu aient déjà bien porté leurs fruits en termes de réduction de la violence dans des grandes villes telles que Bogotá, Medellín et Cali.
- Le marché des armes légales en Colombie est l'un des plus transparents et des plus réglementés au monde, malgré une mise en œuvre inégale de ces règles.

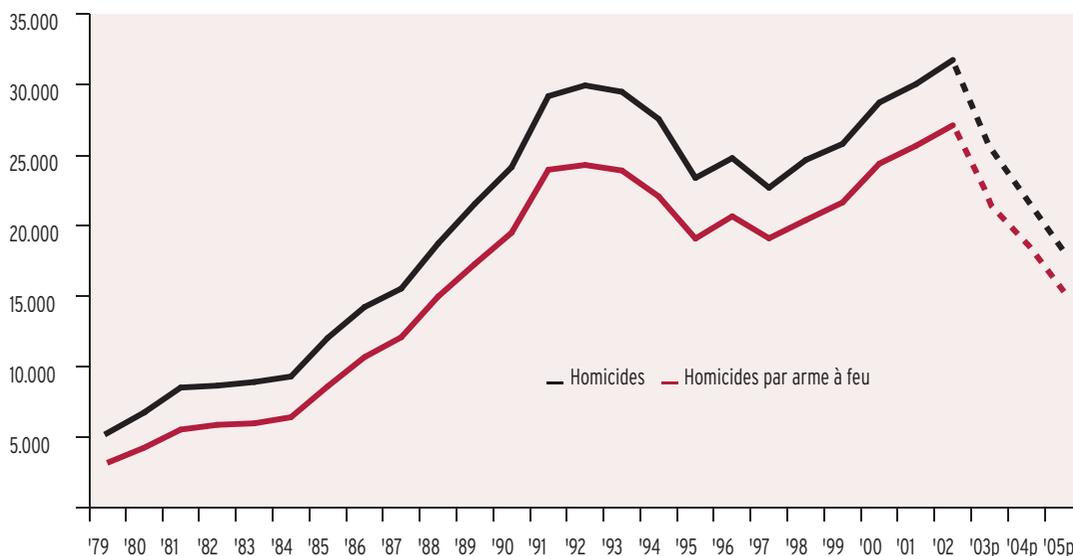
- Le pays présente un cadre réglementaire potentiellement malsain pour les armes à feu, dans lequel des entreprises d'Etat qui produisent et vendent des armes à feu se trouvent également sous le contrôle de l'entité publique responsable du contrôle des armes.

Les causes et effets de la violence armée en Colombie sont d'une grande complexité⁴; ce chapitre en présente les principales caractéristiques. La première section aborde la question des antécédents et du contexte dans lequel sévit la violence liée au conflit et à la criminalité. Le chapitre se tourne ensuite vers l'économie politique de l'industrie des armes légales, la dynamique de propriété d'armes légales et illégales, les schémas de production illégale et de trafic d'armes, ainsi que la répartition et les effets de la violence liée au conflit et de la violence criminelle. Le chapitre se termine par une brève discussion portant sur les interventions municipales en matière de contrôle des armes et sur le processus naissant de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) des groupes paramilitaires du pays.

DIMENSIONS CONTEMPORAINES ET HISTORIQUES DE LA VIOLENCE ARMÉE

La Colombie souffre depuis longtemps d'une véritable crise de la sécurité humaine, caractérisée par des enlèvements et des déplacements forcés ainsi que par une violence généralisée⁵. En se focalisant sur la violence mortelle perpétrée au moyen d'armes à feu, ce chapitre présente de nouvelles perspectives empiriques générées par le Small Arms Survey. En Colombie, les risques mortels sont liés à un réseau complexe d'individus et de groupes armés présentant de nombreux liens entre eux. Depuis 1963, l'un des principaux éléments qui contribue à l'insécurité humaine demeure le conflit armé, qui oppose les forces gouvernementales à des groupes de guérilla de gauche, principalement les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et l'Armée de libération nationale (ELN), ainsi qu'à des groupes paramilitaires de droite tels que les Autodéfenses unies de Colombie (AUC). Un autre facteur contribuant à l'insécurité est la violence liée à la criminalité ordinaire et au crime organisé, profondément ancrés dans le pays. La majeure partie de cette violence est liée au trafic de drogue, aux gangs mafieux et au petit banditisme.

Graphique 9.1 **Homicides et homicides par arme à feu, 1979-2002**



Remarque: Les chiffres du DANE pour 2003, 2004 et 2005 sont tirés des données de la police nationale et de l'INML.

Source: DANE; traitement des données par le CERAC

Si la violence liée aussi bien au conflit qu'à la criminalité constitue une menace on ne peut plus réelle pour la sécurité humaine, les préoccupations internationales ne s'en sont pas moins focalisées de façon disproportionnée sur le deuxième type de violence, celle liée à la criminalité. Le conflit armé que connaît la Colombie apparaît comme une lutte «de faible intensité» pour s'octroyer le pouvoir politique (Restrepo, Spagat et Vargas, 2004, p. 398). Contrairement à d'autres guerres en Afrique, en Asie du Sud et du Sud-Est ou encore en Europe, ce conflit n'est en rien marqué par des motivations régionales, ethniques ou religieuses évidentes. L'impact du conflit armé en Colombie sur le bien-être humain n'en a pas moins été très important: plus de 38.800 personnes ont perdu la vie directement dans le conflit depuis 1988. Récemment, les chiffres annuels ont connu des oscillations spectaculaires, avec une diminution considérable des assassinats – particulièrement ceux de civils – depuis le sommet atteint en 2002. Cette diminution a toutefois été suivie d'une nette augmentation au début 2005, principalement imputable à une pointe de la violence paramilitaire. Il convient de noter que les groupes paramilitaires illégaux enregistrent des taux exceptionnellement élevés de tués par rapport aux blessés, ce qui indique un degré élevé d'intentionnalité dans leurs attaques (Restrepo et Spagat, 2005a, p. 142).

Si la violence liée au conflit a eu un impact dévastateur sur la sécurité humaine, la violence criminelle a fait encore bien davantage de victimes. Plus de 400.000 civils ont perdu la vie des suites de la violence criminelle depuis 1988. La majorité d'entre eux ont été abattus au moyen d'armes légères et de petit calibre (cf. graphique 9.1). En réalité, les tendances longitudinales en matière d'homicides sont pratiquement indiscernables des homicides par arme à feu.

La violence criminelle a encore plus lourdement porté atteinte à la sécurité humaine que la violence liée au conflit.

ÉCONOMIE POLITIQUE DE PRODUCTION, IMPORTATION ET EXPORTATION

Avant de procéder à une analyse de l'ampleur et de la répartition de la violence armée liée au conflit et à la criminalité, il importe d'examiner la production d'armes de la Colombie, ainsi que ses importations et exportations en la matière. La Colombie est un important producteur d'armes et de munitions. Le pays importe également en toute légalité des armes de divers calibres en provenance d'au moins 43 pays et s'efforce de générer des revenus plus importants à partir de ses exportations d'armes⁶. La Colombie présente de surcroît un énorme marché illicite d'armes, avec un réseau complexe d'acheteurs et de vendeurs – bien souvent issus du conflit armé et du trafic de drogue. Il est utile d'analyser les capacités de fabrication légale du pays ainsi que la dynamique illégale d'acquisition d'armes au niveau national pour pouvoir se rendre compte du lien qui existe entre ces éléments et la sécurité humaine.

Comme c'est le cas dans d'autres pays, la production nationale colombienne de matériel de défense est depuis longtemps liée à des notions intrinsèques de développement, de sécurité et de souveraineté nationale. L'autosuffisance en matière de production d'armes et de munitions apparaît fréquemment comme un objectif avoué des pays en voie d'industrialisation et la Colombie ne fait pas exception à la règle. L'Etat colombien promeut en effet la production nationale d'armes à feu et d'explosifs depuis le début du vingtième siècle. Les premières lignes de production ont commencé à fonctionner en 1908, et la production nationale n'a cessé de croître régulièrement tout au long des années 1930 et 1940, garantissant l'approvisionnement régulier des forces armées et de la police. L'industrie de la défense a été fusionnée en une entité unique, INDUMIL (du nom espagnol *Industria Militar*) en 1954 – qui s'est vu octroyer des monopoles officiels en matière de production, d'import/export ainsi que de vente d'armes à feu et d'explosifs. Depuis sa création, INDUMIL est une entreprise étatique qui opère sous l'égide du ministère de la Défense, qui agit en tant qu'organisme de contrôle et de conservation des registres de toutes les armes à feu détenues légalement, par l'intermédiaire du Bureau pour le contrôle et le commerce des armes et des explosifs (OCCAÉ)⁷.

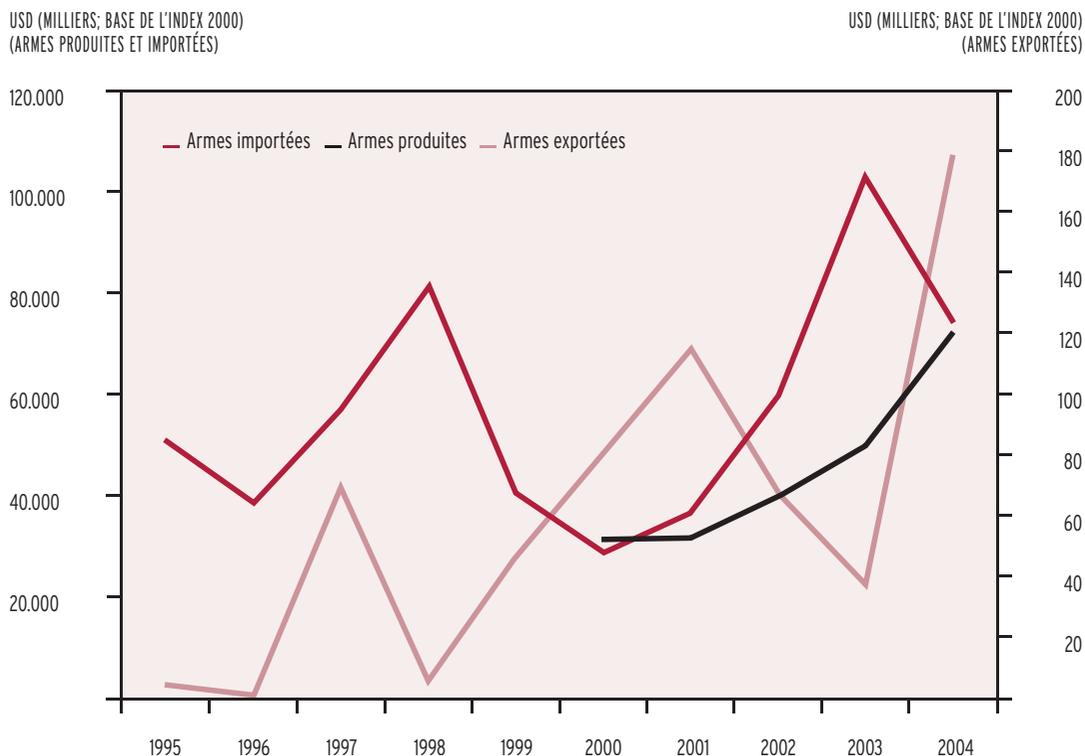
Depuis les années 1990, INDUMIL a accru sa production nationale et diversifié ses gammes de produits. Cette stratégie s'inscrit dans le cadre d'une politique de substitution aux importations motivée par trois facteurs principaux. Pour commencer, du point de vue colombien, les armes étrangères sont chères.

Ensuite, la crainte est née, particulièrement au sein des cercles militaires nationaux, qu'une dépendance continue vis-à-vis de fournisseurs d'armes étrangères n'expose la Colombie à d'éventuelles interruptions de l'approvisionnement ainsi qu'à un niveau de vulnérabilité inacceptable⁸. Enfin, les planificateurs militaires aspirent (avec un certain degré de réussite) à s'emparer d'une partie des profits élevés générés par une situation de monopole national des chaînes d'approvisionnement militaires.

Si la principale fonction d'INDUMIL est d'équiper les forces armées et la police nationale, elle répond également aux demandes nationales légales et accroît discrètement sa capacité d'exportation. En réalité, INDUMIL a atteint un stade d'autosuffisance, notamment au niveau de la production de fusils Galil⁹, de revolvers, de lance-grenades et de divers types de munitions¹⁰. La production de pistolets pourrait également bientôt commencer dans le cadre d'un programme destiné à mieux équiper les forces de police, qui utilisent actuellement des revolvers¹¹. Des marchés secondaires tels que celui des entreprises de sécurité civiles et privées sont également visés pour accroître les ventes de revolvers¹². Dans la mesure où la Colombie n'importe pas de quantités importantes de revolvers, les civils, les forces armées et la police constituent un marché captif des plus efficaces pour INDUMIL.

INDUMIL est extrêmement rentable à l'heure actuelle. Alors que les importations ont augmenté depuis 2001, l'entreprise a considérablement étendu sa production destinée aussi bien à l'exportation qu'à la consommation nationale (cf. graphique 9.2). Pour étayer cette croissance, l'Etat colombien a également entamé des négociations sur la privatisation de divers aspects de la production ainsi que sur la promotion de partenariats internationaux. En 2003, par exemple, la ministre de la Défense a exprimé son intérêt pour une privatisation partielle de l'entreprise *via* un partenariat avec l'Espagne, qui devrait «augmenter

Graphique 9.2 Valeurs des armes, munitions, pièces détachées et accessoires: importations, exportations et production, 1995-2004



Source: Administration nationale des impôts; INDUMIL;
source du déflateur: Bureau d'analyse économique; traitement des données par le CERAC

la capacité de production d'INDUMIL, surtout au niveau des mortiers et des grenades». Il semblerait que les négociations aient été suspendues à la suite du changement de gouvernement en Espagne en 2004; aucune déclaration de politique officielle n'a été émise depuis lors¹³.

Le monopole d'INDUMIL repose non seulement sur la législation de contrôle des armes à feu mais aussi sur la constitution colombienne elle-même (article 223). INDUMIL fait preuve d'une relative transparence par rapport à d'autres entreprises de défense publique. A l'inverse de plusieurs de ses homologues latino-américaines, la société est fort peu susceptible d'avoir vendu ou laissé échapper des armes à des syndicats du crime organisé ou à des pays sous embargo. De façon prévisible, le marché fortement réglementé des armes légales s'accompagne également d'un marché parallèle illicite qui semble se consacrer principalement aux armes de type militaire destinées à une utilisation criminelle (organisée). Ce phénomène suggère que la réglementation du marché légal n'est pas stricte au point de pousser vers le marché parallèle les personnes désireuses de faire l'acquisition d'une arme à feu légale.

Le ministère de la Défense contrôle toute une série d'entités publiques qui participent à la vente, à la fabrication et à la réglementation des armes à feu. INDUMIL, l'agence principale, est le seul distributeur légal d'armes à feu, de munitions et d'explosifs par le biais de son bureau central de Bogotá ou de l'un des 30 points de vente du pays – tous situés au sein d'une garnison militaire. L'OCCAIE du ministère de la Défense supervise tous les aspects de la réglementation et de l'attribution de licence en matière d'armes, à la fois pour des individus et des entreprises. Ce ministère contrôle donc la production, l'importation et les ventes d'armes à feu, ainsi que la réglementation en matière de vente d'armes. Cet environnement réglementaire pourrait s'avérer malsain et présente de nombreux conflits d'intérêt. Pour être plus précis, ces arrangements actuels peuvent en arriver à créer une situation où les exigences en matière d'octroi de licence pourraient connaître un relâchement pour permettre des ventes d'armes qui devraient normalement être bloquées. Si aucune irrégularité systématique n'est encore apparue, la séparation de la production et de la commercialisation d'une part et de la réglementation d'autre part pourrait permettre d'éviter des conflits d'intérêt potentiels et de rétablir l'ordre des priorités en termes de motivations.

La Colombie présente un taux de possession de 5,05 à 8,42 armes pour 100 habitants.

Schémas de possession

Lorsqu'on la compare avec des pays voisins, la Colombie présente des niveaux peu élevés de possession d'armes à feu. La raison en est double: d'une part, l'Etat colombien fait respecter une stricte réglementation en matière de possession d'armes par des civils et d'autre part, les groupes de conflit non gouvernementaux et le crime organisé exercent un contrôle rigoureux du marché criminel des armes à feu. La constitution colombienne permet l'octroi de licence pour un groupe restreint d'armes à feu à des civils uniquement si le besoin s'en fait réellement sentir du point de vue de la sécurité¹⁴. Dans ce cas, l'arme à feu demeure la propriété légale de l'Etat. Dans les zones où la mise en application de la réglementation sur les armes à feu présente des faiblesses, le crime organisé et les groupes de conflit imposent des contrôles sévères sur la possession d'armes à feu. La plupart des armes en circulation n'en sont pas moins illégales et non enregistrées. On estime entre 2,3 et 3,9 millions le nombre d'armes détenues légalement et illégalement (sans tenir compte de celles des forces de sécurité gouvernementales). Avec une population estimée à plus de 46 millions, les chiffres de 2005 indiquent un taux de possession de 5,05 à 8,42 pour 100 habitants.

Possession légale

L'OCCAIE a émis un total de 706.210 permis de port d'armes à feu pour des civils avant la mi-2005. Ce chiffre inclut les 235.696 armes à feu enregistrées lors de l'amnistie de 1994 sur les armes à feu, lorsque la nouvelle réglementation est entrée en vigueur¹⁵. Les chiffres de 2005 indiquent un taux de 1,53 arme légale pour 100 civils. Si le nombre d'armes à feu légalement enregistrées est inférieur à celui des pays voisins, il semblerait néanmoins que les civils colombiens s'arment en plus grand nombre.

En Colombie, le nombre total d'armes en possession de l'Etat – celles de la police nationale, des forces armées et des services de renseignement – est plus ou moins équivalent au nombre d'armes des civils, un taux élevé et inhabituel dans la région. Le département de planification nationale (DNP) enregistre à

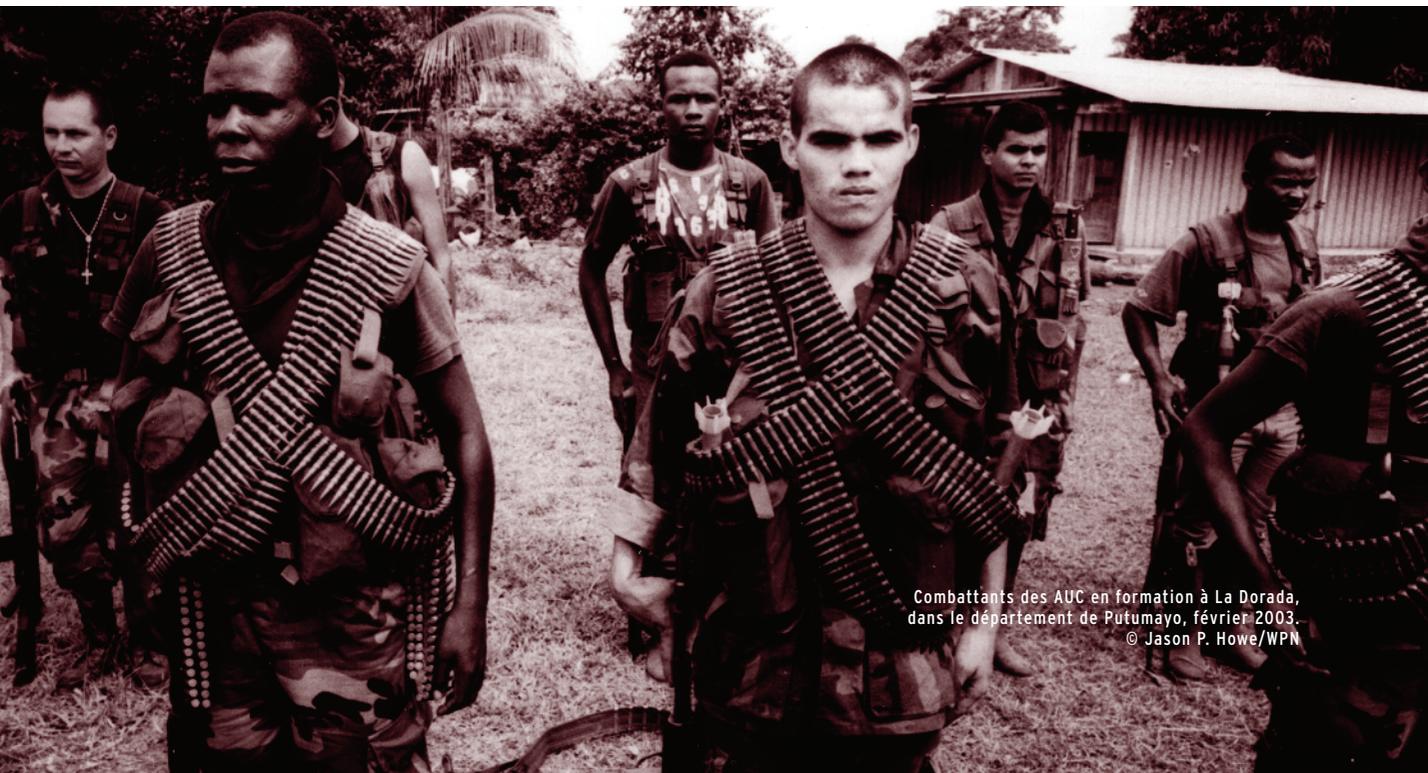
l'heure actuelle 113.418 officiers de police armés dans le pays. Un multiplicateur standard de 1,2 arme à feu par officier permet d'obtenir un chiffre compris entre 91.000 et 181.000, soit autant d'armes à feu qui sont aux mains de la police nationale¹⁶. A titre de comparaison, si l'on en croit cette même source, les forces armées comptent à l'heure actuelle plus de 249.190 hommes, sans compter environ 60.700 membres des forces de réserve (IISS, 2005, p. 329-330). L'application d'un multiplicateur conventionnel des armes de petit calibre militaires de 1,8 par recrue suggère qu'il y a entre 373.000 et 742.000 armes de divers calibres dans les dépôts d'armes militaires¹⁷. Les forces armées colombiennes sont également appuyées par plus de 21.000 soldats formés au niveau local (*soldados de mi pueblo*, ce qui signifie «soldats de mon village») avec un taux d'armement estimé à 1:1, faisant donc grimper le nombre total d'armes en possession de l'Etat à entre 486.000 et 944.000.

Contrairement à la police nationale, le DAS (département administratif de sécurité)¹⁸ ne produit pas de rapport public de ses dimensions, de ses possessions ou de son budget, ce qui sape tout effort concerté visant à estimer l'importance de ses stocks d'armes¹⁹. Le DAS n'en a pas moins récemment annoncé un ambitieux projet de modernisation d'armes, avec notamment l'achat de plusieurs milliers de fusils d'assaut, de pistolets mitrailleurs (MP5) et de pistolets dotés de munitions .40 S&W (*Revista Cambio*, 2005).

Possession illégale²⁰

En dépit du régime réglementaire relativement strict en vigueur en Colombie, ce pays compte un grand nombre d'armes à feu non enregistrées. Des sources militaires officielles estiment que le nombre d'armes non enregistrées en circulation pourrait atteindre les 800.000. Des sources de la police nationale affirment quant à elles que ce nombre est au moins trois fois plus élevé, portant le nombre d'armes à 2,4 millions. Aucun de ces chiffres ne peut être aisément vérifié.

Les différents groupes armés non gouvernementaux du pays disposent d'un arsenal des plus variés. On estime que les arsenaux des différents acteurs non gouvernementaux comptent sans doute plus de 12 calibres différents et plus de 42 marques. Il existe également des estimations contradictoires des armes en possession des groupes de guérilla et paramilitaires illégaux. La police nationale estime que les FARC comptent environ 12.500 combattants (DNP, 2005)²¹. L'application d'un multiplicateur standard de 1,6 arme militaire par combattant donne un seuil maximum de 20.000 armes de différentes



Combattants des AUC en formation à La Dorada, dans le département de Putumayo, février 2003.
© Jason P. Howe/WPN

sortes, notamment des pistolets 9 mm, des Uzi, des fusils d'assaut de type AKM (depuis 1997), des fusils de précision, divers types de lance-grenades et même des systèmes portatifs de défense aérienne (MANPADS). Pour ce qui est de l'ELN, il semblerait qu'elle soit constituée d'un nombre d'hommes bien plus réduit, avec environ 3.600 recrues actives (DNP, 2005). L'application d'un multiplicateur analogue de 1,6 arme par combattant de l'ELN fournit une estimation d'environ 5.900 armes. Avec plus de 10.900 combattants (DNP, 2005), on estime que les AUC disposent d'un stock important en dépit d'un récent processus de démobilisation et de désarmement que nous aborderons plus en détail par la suite²². Avec au moins 17.500 armes à feu sophistiquées et de calibre élevé et notamment des silencieux pour fusils et pistolets, elles font partie des groupes non gouvernementaux les mieux armés du monde aujourd'hui. Des recherches récentes et des rapports des médias confirment que les groupes paramilitaires utilisent fréquemment des mitrailleuses M60 et des fusils d'assaut R-15 fabriqués aux États-Unis, ainsi que des fusils Galil israéliens (AFP, 2004).

Le fait que les groupes paramilitaires aient fait l'acquisition et utilisent de meilleures armes que les groupes de guérilla s'avère des plus significatifs. Cette différence – qui n'est pas encore vraiment prise en compte lors des discussions portant sur le conflit armé en Colombie – implique que les groupes paramilitaires sont à la fois plus riches que les groupes de guérilla et qu'ils bénéficient de meilleurs contacts, tant sur le plan national qu'international. En réalité, alors que les groupes paramilitaires n'ont eu de cesse de se procurer des technologies militaires modernes sur le marché international, les guérillas se sont quant à elles contentées d'armes moins coûteuses, voire même artisanales. Le trafic de drogue constitue dans une large mesure le reflet du trafic d'armes à feu: les armes rentrent dans le pays et la drogue en sort. D'un entretien coûteux, les armes de qualité supérieure des groupes paramilitaires suggèrent que ces derniers sont plus étroitement impliqués que les guérillas dans le lucratif trafic de stupéfiants. En particulier, des preuves récentes tirées du processus de démobilisation suggèrent une participation particulièrement importante des groupes paramilitaires aux phases de transport et de distribution des stupéfiants au niveau international²³. Cette conclusion renforce la perception (difficile à prouver) de certains analystes qui estiment que les groupes paramilitaires sont de plus importants trafiquants de drogues que les groupes de guérilla²⁴. Elle démontre également très clairement et sans équivoque l'utilité de l'examen de la violence dans l'optique des armes légères.

Les groupes paramilitaires ont fait l'acquisition et utilisent de meilleures armes que les guérillas.

Chaîne de commandement et de contrôle

Une analyse approfondie de la chaîne de commandement et de contrôle des groupes armés non gouvernementaux permet d'obtenir un aperçu des perspectives de désarmement, de démobilisation et de réintégration en cas d'accord de paix ou d'accord formel. Des déserteurs des guérillas ont révélé des niveaux inhabituellement élevés de responsabilités au sein de la chaîne de commandement et de contrôle des armes, à la fois en termes de possession et d'utilisation. Plus un chef de guérilla atteint une position élevée dans une organisation donnée et plus robustes et sophistiquées seront les armes sous son commandement. Cela s'applique plus aux FARC qu'à l'ELN, dans la mesure où les FARC présentent une étroite ressemblance avec une formation militaire classique tandis que l'ELN est principalement composée de cellules plus réduites.

Les groupes paramilitaires, qui se sont pour la plupart rassemblés en 1997 sous l'égide des AUC, ne disposent pas d'une structure militaire aussi bien définie. Ils sont en grande partie organisés en «fronts» ou «blocs» définis au niveau régional et administrés par des dirigeants paramilitaires très divers, généralement affiliés aux AUC. De surcroît, l'organisation des blocs individuels semble varier au fil du temps alors que les paramilitaires présentent des taux de rotation élevés, tant au niveau de leurs dirigeants que de leurs combattants. La raison en est que leur recrutement – contrairement à celui des guérillas – est fortement lié à des incitations financières et à des paiements réguliers. Des entretiens avec des anciens combattants paramilitaires révèlent que leurs arsenaux sont bien approvisionnés en armes et munitions modernes²⁵. Les personnes interrogées n'ont guère donné à penser que les groupes paramilitaires entretiennent la stricte «discipline du feu» (contrôle hiérarchique sur la puissance de feu) qui a été rapportée parmi les groupes de guérilla. Cette relative négligence quant à l'utilisation des armes à feu constitue un indicateur de plus du fait que les groupes paramilitaires ont à leur disposition d'importantes ressources et des contacts internationaux qui leur permettent d'entretenir des arsenaux bien approvisionnés.

TRAFIC ET FABRICATION D'ARMES ILLÉGALES

La réduction de la production et du trafic illégal d'armes légères par les guérillas, les groupes paramilitaires et les trafiquants de drogue est arrivée en tête de liste des priorités d'administrations colombiennes successives. Au cours de ces dernières années, les gouvernements des Etats-Unis, du Canada et de la Colombie ont travaillé en étroite collaboration à l'amélioration du traçage des flux d'armes illégales, même si cette tâche constitue toujours un immense défi²⁶. En réalité, la contrebande d'armes entrant et sortant de Colombie présente de profondes racines historiques, tout particulièrement dans la péninsule de La Guajira, qui borde le Venezuela et la mer des Caraïbes (*El Pais*, 2004). Les exportations hautement rentables de marchandises de contrebande, particulièrement de la cocaïne, ont contribué au développement d'un marché noir des armes légères et de petit calibre extrêmement florissant (*O Globo*, 2005). De surcroît, le littoral étendu du pays et ses frontières relativement poreuses avec cinq pays, avec notamment de vastes zones frontalières isolées, complique grandement le contrôle des flux d'armes illégales.

Les guérillas
semblent faire appel
à des trafiquants
pour acheter la
plupart de leurs
armes.

Si les informations sont rares quand à l'ampleur et au volume du trafic d'armes illégales en Colombie, certains schémas et tendances n'en sont pas moins clairement discernables²⁷. A titre d'exemple, tant les FARC que l'ELN bénéficient de réseaux d'approvisionnement des plus sophistiqués. Des articles de presse et des rapports officiels de saisie d'armes suggèrent que, comparativement, seul un nombre réduit d'armes utilisées par les groupes de guérilla provient directement des stocks des forces armées colombiennes. Il convient toutefois de noter qu'aucune statistique n'a été rendue publique quant au nombre d'armes gouvernementales perdues ou volées lors de combats. En réalité, l'armée maintient que seuls 10% des armes et munitions des guérillas récupérées par les forces armées ont été fabriqués à l'origine par INDUMIL (*El Tiempo*, 2005a). Si une étude plus poussée de cette affirmation s'avérerait précieuse, tout semble indiquer que les guérillas s'adressent à des trafiquants illégaux pour acquérir une écrasante majorité de leurs armes.

Les autorités colombiennes sont parvenues à intercepter un certain nombre de livraisons d'armes, mettant ainsi en lumière les pratiques d'approvisionnement à l'étranger des guérillas. Les informations sont certes rares, mais il semblerait que l'acquisition des armes s'effectue par l'intermédiaire d'un réseau complexe d'interactions afin d'éviter toute implication directe de dirigeants de la guérilla. Pour minimiser les risques de capture ou d'interdiction, les envois sont régulièrement parachutés ou expédiés vers une zone sûre convenue, souvent au sein d'une zone de conflit où le gouvernement n'exerce qu'un contrôle limité. De là, les armes sont ensuite transférées vers une «zone de rassemblement», avant d'être envoyées pour finir à l'«arrière-garde» d'un front de guérilla. La côte caraïbe, et plus particulièrement le corridor du Golfe d'Urabá, constitue l'un des principaux points d'entrée pour les fusils d'assaut et les mitrailleuses légères des FARC, qui proviennent pour la plupart du Moyen-Orient et d'Europe de l'Est et sont ensuite passés par l'Amérique centrale²⁸. Les pistolets et munitions suivent toute une série d'itinéraires, notamment à travers la célèbre zone de la Triple frontière du Paraguay, puis à travers la frontière brésilienne par le département de Vaupés (*O Globo*, 2005). Des factions armées se disputent régulièrement divers itinéraires de trafic «prisés», tels que les zones de jungle le long de la côte Pacifique qui ont traditionnellement servi d'importants itinéraires de contrebande. Les autorités vénézuéliennes ont beau le nier vigoureusement, les renseignements militaires colombiens affirment qu'au sein des forces armées vénézuéliennes, des éléments corrompus fournissent régulièrement des fusils automatiques légers et des munitions de 7.62 aux FARC et à l'ELN²⁹. Des types d'armes semblables arriveraient également par le Pérou (*El Peruano*, 2005), et des rapports de la presse ont révélé la contrebande de G3, de HK 33 et de Galil à travers la frontière avec l'Equateur (*El Comercio*, 2003).

Les principaux itinéraires de contrebande paramilitaire pour les fusils d'assaut de type AKM et différentes sortes de mitrailleuses comprennent le Golfe d'Urabá et le port de Buenaventura sur le Pacifique. La plupart de ces armes proviendraient des Etats-Unis et d'Amérique centrale. L'un des principaux points d'accès et de distribution est la ville d'Apartadó dans le département d'Antioquia, située à proximité de la frontière avec le Panama, dans une région caractérisée par une topographie exceptionnellement inaccessible et que tous se disputent âprement. Si l'on en croit les rapports, certains groupes paramilitaires posséderaient des armes identiques à celles des stocks gouvernementaux – particulièrement des Galil, des mitrailleuses légères et des munitions de 5.56. Contrairement aux groupes de guérilla, les groupes

paramilitaires utilisent rarement des engins explosifs (tels que des mines) mais ils ont bien plus facilement accès à des pistolets, même si ces derniers sont moins souvent utilisés³⁰.

L'industrie des armes à feu artisanales illégales en Colombie fonctionne à une échelle relativement importante, avec deux types de producteurs et de fournisseurs. Il y a tout d'abord les fabricants à une échelle réduite d'armes à feu non automatiques dont les principaux clients sont des petits délinquants résidant dans les centres urbains. Ensuite, depuis la moitié des années 1990, les FARC ont augmenté la production de pistolets mitrailleurs, de mortiers, de munitions pour mortier et de grenades à main. Des entretiens avec des membres démobilisés des guérillas et des agents de sécurité de l'Etat ont confirmé que les FARC produisent sur le territoire national des copies du pistolet mitrailleur Ingram 9 mm et d'un pistolet Beretta semi-automatique. D'autres produits comprennent des mortiers de 60 et 120 mm, des grenades à main et des explosifs. Les bombes à «cylindre» sont des armes artisanales particulièrement insidieuses qui sont fabriquées avec des bombonnes de gaz dans lesquelles les groupes de guérilla introduisent souvent des éclats d'obus, voire même des produits pourris pour infecter leurs victimes³¹. La production de ces armes requiert une combinaison d'outils traditionnels pour le travail du métal, d'étaux et de presse ainsi que de matières premières plus coûteuses que pour les *changones* (fusils de chasse à canon scié).

Des responsables du renseignement indiquent que les plans et les dessins de certaines de ces armes les plus sophistiquées ont souvent été obtenus de façon illicite auprès d'INDUMIL, d'ingénieurs ou de fonctionnaires à la retraite³². A titre d'exemple, les mortiers et les munitions qui leur sont destinées semblent copier les mortiers militaires colombiens standard. Des agents de sécurité et des analystes documentent la construction d'autres mortiers et plates-formes de lancement, par exemple pour des bombes fabriquées à partir de conteneurs de gaz, qui semblent avoir bénéficié d'une expertise étrangère, notamment celle de l'IRA³³. Pour finir, il existe des preuves de l'existence d'un réseau sophistiqué d'armureries, d'ateliers de réparation et d'armuriers spécialisés au sein de chaque unité des FARC, ce qui suggère un souci d'économie, de réparation et d'entretien de leur matériel militaire restreint. L'étendue de ces activités de production et de maintenance autonomes indique une certaine réussite du gouvernement dans ses efforts visant à couper les voies de financement et d'approvisionnement des FARC. Elle souligne également l'ampleur du problème: les FARC ont développé bien des méthodes ingénieuses pour parvenir à acquérir ou à produire les armes dont ils ont besoin. En revanche, rien ne prouve que les groupes paramilitaires fabriquent des armes de façon significative. Cette situation confirme l'hypothèse selon laquelle ils disposent de capacités suffisantes en termes de ressources et d'approvisionnement pour satisfaire leurs besoins sans devoir faire appel à l'improvisation.

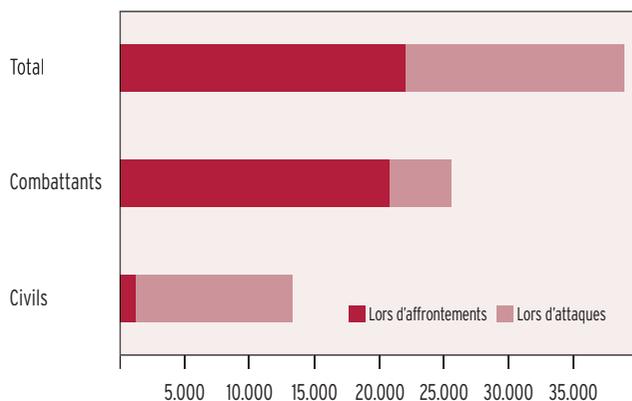
La Colombie a été le théâtre de plus de 38.800 assassinats liés au conflit depuis 1988.

VIOLENCE LIÉE AU CONFLIT ARMÉ

La dynamique spatiale et temporelle du conflit armé en Colombie commence à être mieux comprise. Des données compilées enregistrent plus de 38.800 assassinats liés au conflit depuis 1988 – soit une moyenne de 2.221 décès par an³⁴. La plupart de ces meurtres semblent avoir été perpétrés dans des zones rurales isolées (Restrepo et Spagat, 2005b, p. 15). Les municipalités présentant une densité de population inférieure à 50 habitants par kilomètre carré sont victimes de plus de 65% de tous les assassinats liés au conflit, en dépit du fait qu'elles représentent moins de 20% de la population totale. En réalité, seuls 10% de décès liés au conflit se sont produits dans des municipalités présentant une densité de population supérieure à 200 habitants par km², là où résident les deux tiers de la population colombienne. Ces tendances générales ne révèlent toutefois qu'une seule dimension des effets de la violence liée au conflit. Ce chapitre va maintenant examiner qui sont les victimes et leurs assassins, mais aussi les catégories de victimes, les types d'événements au cours desquels se produisent les assassinats ou encore les diverses catégories d'armes utilisées pour les perpétrer. Ce faisant, le chapitre établit une nette distinction entre les «affrontements», au cours desquels deux groupes au moins échangent des coups de feu et les «attaques», définies comme des événements unilatéraux qui ne rencontrent aucune véritable résistance³⁵.

Il est important de faire la différence entre affrontements et attaques: la plupart des victimes des affrontements sont des combattants tandis que la majorité des victimes des attaques sont des civils (cf. graphique

Graphique 9.3 **Décès de civils et de combattants lors d'affrontements et d'attaques, 1er janvier 1988-30 juin 2005**

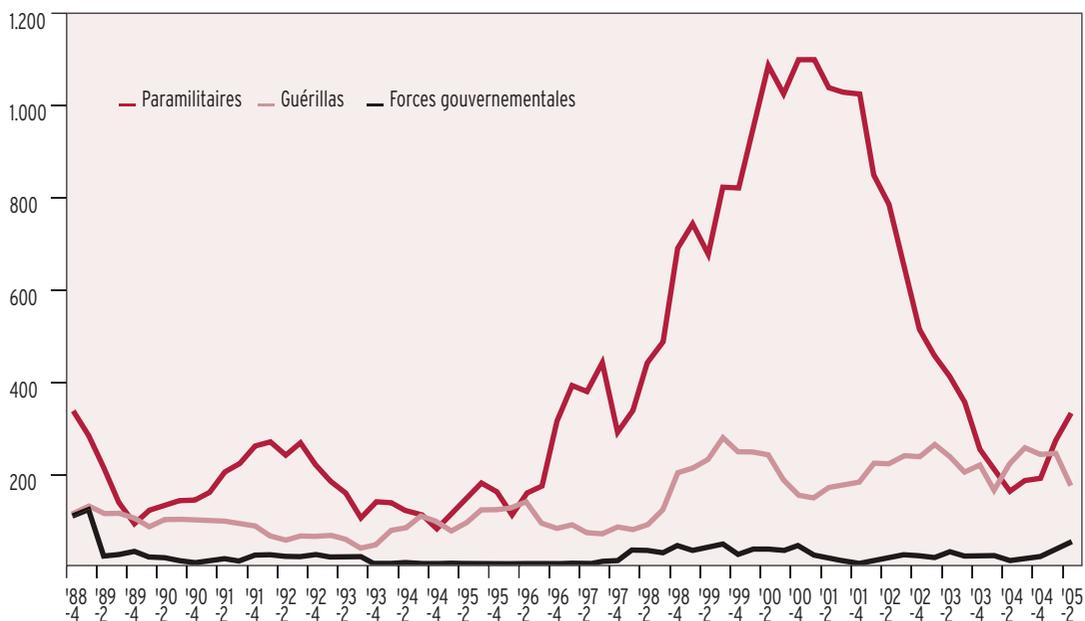


Source: Base de données du CERAC sur le conflit colombien

ber la société colombienne, en ayant recours à des campagnes de bombardements, à des assauts sur des municipalités et à leur prise, ainsi qu'à des attaques ciblées contre des infrastructures publiques et privées. Ce faisant, les guérillas ont tué bien moins de civils que les groupes paramilitaires mais ils en ont par contre blessé bien davantage, un phénomène largement imputable à la nature indiscriminée de leurs bombardements. Enfin, les attaques gouvernementales sont comparativement peu fréquentes et sont responsables d'un nombre relativement restreint de décès civils, mais le gouvernement a tout de même procédé à quelques bombardements aériens ayant causé la mort d'un grand nombre de civils³⁸. Cette enquête révèle

9.3). Plus important encore, une grande majorité des assassinats de civils liés au conflit sont perpétrés par des groupes paramilitaires lors de massacres caractérisés par des taux élevés de meurtres intentionnels et qui ne font que peu de blessés³⁶. Les groupes paramilitaires cherchent en effet depuis longtemps à éliminer les civils qu'ils soupçonnent de soutenir les guérillas. De tels assassinats ont connu une augmentation sans précédent à la fin des années 1990, une diminution significative en 2003, puis ont à nouveau connu une recrudescence au cours du premier semestre de 2005 (cf. graphique 9.4)³⁷. Les guérillas des FARC et de l'ELN, en revanche, ont opté pour une stratégie alternative visant à perturber

Graphique 9.4 **Analyse par trimestre des décès civils lors d'attaques, par groupe, 1er janvier 1988-30 juin 2005**



Remarque: Pour chaque groupe (courbe) de cette illustration, le nombre repris pour chaque trimestre désigne la somme des assassinats de civils pour ce groupe au cours des quatre trimestres précédents.

Source: Base de données du CERAC sur le conflit colombien

également que les groupes paramilitaires sont bien plus susceptibles que les guérillas ou le gouvernement de faire feu au cours de leurs attaques. En réalité, les groupes paramilitaires ouvrent le feu dans 70% de leurs attaques contre 11 et 10% pour les guérillas et le gouvernement, respectivement. Ce comportement concorde avec l'apparente profusion d'armes et de munitions des groupes paramilitaires³⁹.

L'analyse du rôle joué par certains types d'armes spécifiques dans des affrontements et des attaques par les forces gouvernementales et les groupes armés non gouvernementaux permet d'envisager les contrôles et restrictions appropriés. Pour 7.100 incidents sur un total de 21.000 incidents, le type d'arme utilisée a été expressément documenté. Sur tous les autres incidents, environ 6.633 consistaient en des affrontements au cours desquels des fusils d'assaut étaient immanquablement utilisés. En additionnant ces deux catégories, il devient possible de déterminer le type d'arme utilisée dans près de deux tiers des incidents liés au conflit relatés depuis 1988.

Au total, 14 catégories spécifiques d'armements sont utilisées lors d'incidents liés au conflit. Cet ensemble varié de catégories va des véhicules blindés artisanaux, aux instruments contondants, ainsi qu'aux objets tranchants et munis d'une lame, en passant par des explosifs et des bonbonnes de gaz. Les armes à feu constituaient l'instrument le plus largement documenté utilisé dans le conflit. Parmi les types d'armes les plus couramment utilisés, on retrouve les fusils d'assaut et les lance-grenades, suivis des pistolets, des pistolets mitrailleurs et des mortiers. Des fusils semblent avoir été utilisés dans la plupart des incidents à l'impact élevé (cf. tableau 9.1). Les incidents impliquant des fusils tendent à se solder par davantage de décès que de blessures, tandis que les incidents liés à des explosifs ont tendance à générer la tendance inverse.

Tableau 9.1 Lien entre les types d'armes et l'issue d'incidents liés au conflit, 1er janvier 1988-30 juin 2005

| Nombre d'incidents | | | | | | | | | | |
|--------------------|------------------|--------------------------|-----------------|----------------|-------|----------------------------|-------------------------------|-------------------------|--------------------------|--------|
| Issue de | Age des victimes | Armes à feu ¹ | Fusils d'assaut | Armes blanches | Mines | Bombes et bonbonnes de gaz | Autres explosifs ² | Armes à feu et blanches | Combinaison ³ | Total |
| Décès | 0 | 537 | 1.225 | 3 | 255 | 133 | 2.506 | 2 | 98 | 4.759 |
| | 1-10 | 1.996 | 5.473 | 28 | 210 | 67 | 468 | 39 | 104 | 8.385 |
| | 11-25 | 88 | 123 | 0 | 1 | 11 | 21 | 8 | 14 | 266 |
| | 26-74 | 12 | 22 | 1 | 2 | 2 | 4 | 5 | 2 | 50 |
| | 75 ou plus | 1 | 2 | 0 | 0 | 5 | 0 | 0 | 1 | 9 |
| Nombre d'incidents | | | | | | | | | | |
| Blessures | 0 | 1.990 | 5.269 | 29 | 130 | 128 | 2.336 | 48 | 102 | 10.032 |
| | 1-10 | 620 | 1.539 | 3 | 332 | 71 | 570 | 5 | 106 | 3.246 |
| | 11-25 | 17 | 31 | 0 | 5 | 14 | 62 | 1 | 10 | 140 |
| | 26-74 | 7 | 5 | 0 | 1 | 4 | 27 | 0 | 1 | 45 |
| | 75 ou plus | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 4 | 0 | 0 | 6 |

Remarques:

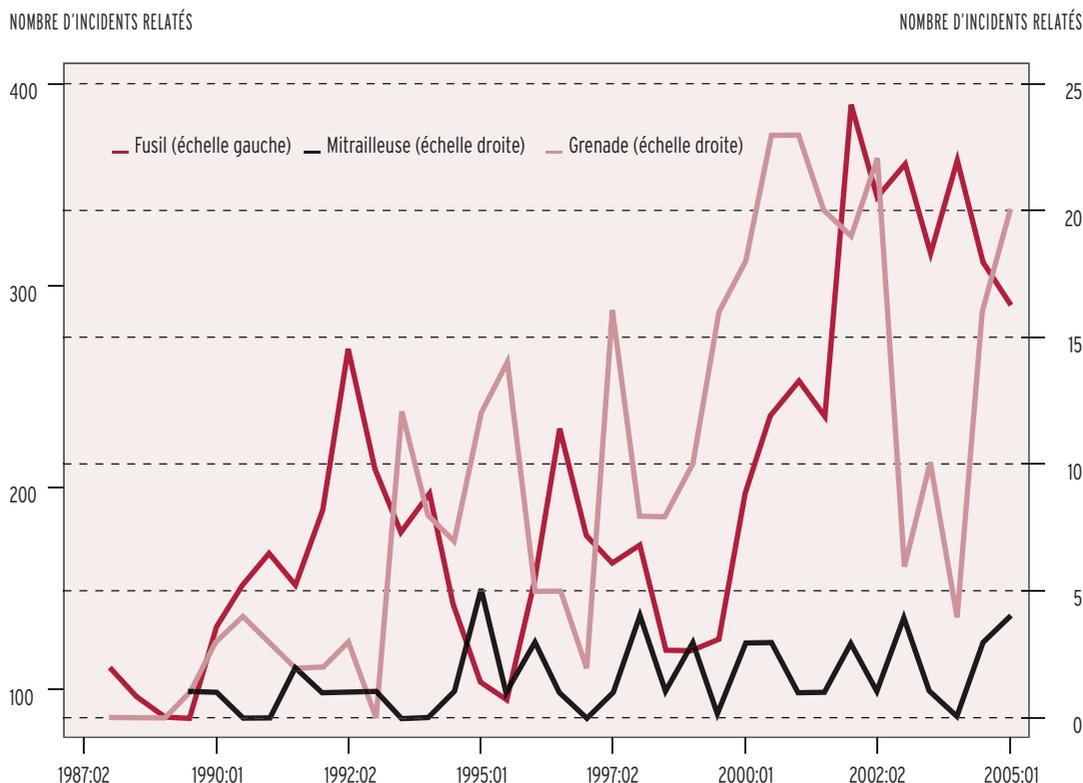
1 N'inclut pas les fusils d'assaut.

2 Inclut les explosifs non insérés dans un revêtement, comme par exemple l'Anfo, le C4, la dynamite et la dynamite gélatineuse entre autres, mais pas les bombes, les mines ou les bonbonnes de gaz.

3 Deux méthodes ou plus mais pas d'armes à feu ou d'armes blanches.

Source: Base de données du CERAC sur le conflit colombien

Graphique 9.5 Evolution de l'utilisation d'armes légères dans le conflit armé, 1er janvier 1988-30 juin 2005

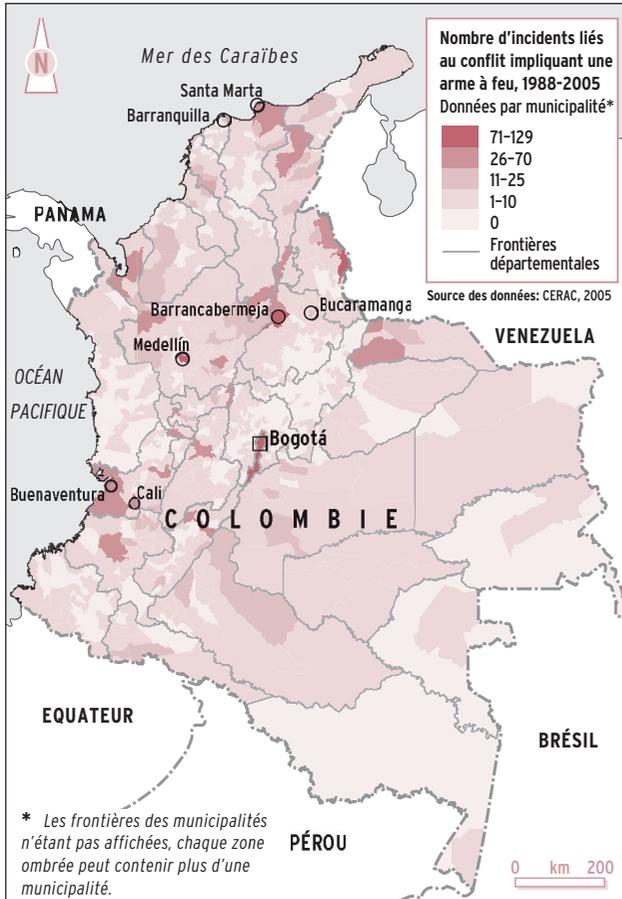


Source: Base de données du CERAC sur le conflit colombien

Les types d'armes spécifiques utilisées dans le conflit armé colombien ont considérablement évolué au cours des vingt dernières années. Le graphique 9.5 illustre le nombre de cas où l'utilisation d'armes de divers types a été rapportée entre 1988 et la mi-2005. Il indique un pic au niveau de l'utilisation de grenades en 1995, suivi d'une augmentation significative de l'utilisation de fusils entre 1999 et 2001. Ce deuxième pic coïncide avec l'introduction dans le pays par les FARC d'une importante quantité de fusils d'assaut AKM en provenance de Jordanie (*El Tiempo*, 2004). Cette période a également vu le regroupement de divers groupes paramilitaires au sein des AUC, comme nous l'avons dit précédemment. Le graphique révèle en outre un très net déclin au niveau de l'utilisation de fusils depuis 2002: cette forte réduction a coïncidé avec une diminution spectaculaire des décès et des incidents relatés liés au conflit⁴⁰.

La répartition géographique et les types d'armes à feu utilisées éclairent également la dynamique du conflit armé colombien. Entre 1988 et la mi-2005, par exemple, les armes légères étaient plus fréquemment utilisées dans les départements d'Antioquia et Cauca, ainsi que dans les régions de la Sierra Nevada, de Catatumbo et de Magdalena Medio (cf. carte 9.1). Des niveaux considérables de violence armée et de déplacements de populations ont accompagné les trafics d'armes et de drogues tout au long des itinéraires mentionnés précédemment, en particulier à proximité de la frontière vénézuélienne et des ports de Buenaventura et d'Urabá. La répartition géographique de l'utilisation d'explosifs s'apparente fort à celle des armes à feu, bien qu'elle présente une fréquence et une concentration bien plus élevées le long de la frontière vénézuélienne, où se trouvent des oléoducs⁴¹.

Carte 9.1 Utilisation d'une arme à feu dans des incidents liés au conflit, par municipalité, 1er janvier 1988-30 juin 2005



LA VIOLENCE CRIMINELLE ET LE FARDEAU DES ARMES À FEU

Si la majorité des observations internationales sur la crise de la sécurité humaine en Colombie mettent l'accent sur le conflit armé, c'est au niveau du crime organisé et de la petite criminalité que les armes à feu prélèvent le plus lourd tribut. Contrairement à la violence liée au conflit qui sévit surtout en zone rurale (Restrepo et Spagat, 2005b, p. 15), la violence criminelle constitue principalement un phénomène urbain. En réalité, entre 1979 et 2002, entre 70 et 80% de tous les décès par arme à feu se sont produits dans des zones urbaines. Il existe un désaccord important quant aux dimensions exactes de la violence criminelle en Colombie. Ce débat est alimenté en partie par des ensembles de données séparés sur la violence criminelle et les décès par arme à feu, qui sont produits par trois autorités distinctes: l'agence nationale des statistiques (DANE), le centre de recherches criminologiques (CIC) de la police nationale et le bureau du médecin légiste (INML). En dépit de désaccords prolongés entre agences et avec la communauté des droits de l'homme, ces trois entités ont fait état de tendances remarquablement similaires depuis la moitié des années

1990. Le choix d'un ensemble de données n'est donc pas aussi significatif qu'on le croit souvent. La section suivante étudie les données du DANE, qui enregistrent environ 475.000 décès liés à l'utilisation d'armes à feu lors d'homicides, de suicides, d'accidents et d'incidents indéterminés entre 1979 et 2005, soit quelque 11% de tous les décès survenus au cours de cette période⁴².

S'il y a absence de consensus quant à l'ampleur des décès liés aux armes à feu, il est unanimement admis que la proportion de décès par arme à feu est extrêmement élevée par rapport aux décès pour causes naturelles ou externes. En Colombie, le nombre de décès par arme à feu est cinq fois plus élevé que celui d'autres pays d'Amérique latine, notamment le Mexique, où les décès par arme à feu constituent 2% de tous les décès⁴³. Ce rapport a également présenté une variation considérable au fil du temps: les décès par arme à feu sont en effet passés de 3% en 1979 à 15% en 2002. En réalité, le nombre absolu de décès par arme à feu a étonnamment connu une multiplication par sept au cours de cette même période – passant de 3.617 à 28.989 – tandis que le taux pour 100.000 habitants a été multiplié par quatre, passant de 16 à 66 (cf. annexe 2). Les taux de décès par arme à feu ont atteint un pic de 70 pour 100.000 en 1991 à l'apogée de l'ère du trafic de drogues et ont ensuite connu une diminution spectaculaire au cours de ces trois dernières années pour atteindre 29 pour 100.000 en 2005 (cf. annexe 3)⁴⁴. Le graphique 9.1 souligne une évolution parallèle des homicides et des homicides par arme à feu et un rapport similaire peut être établi entre le

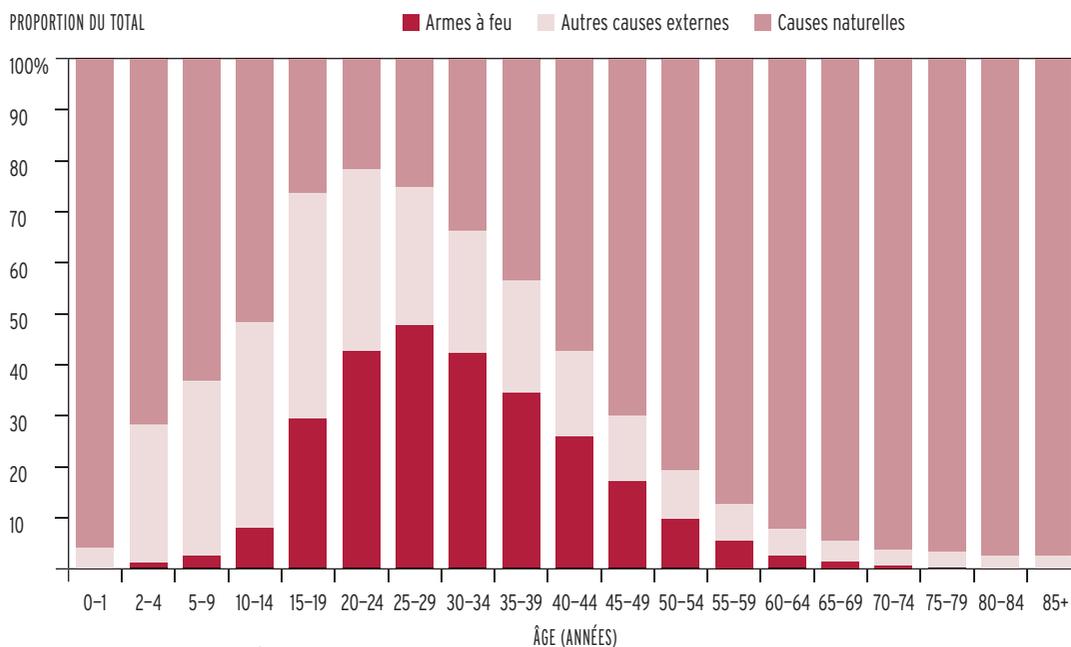
nombre total de décès annuels et les décès par arme à feu, en termes de taux pour 100.000. S'il existe certaines causes de décès relativement constantes (les maladies cardiaques, par exemple), les variations au niveau du nombre total de décès annuels sont essentiellement imputables aux décès par arme à feu.

Les armes à feu jouent donc un rôle essentiel dans les causes externes globales de décès. Sur plus de 509.000 décès par armes rapportés entre 1979 et 2002, environ 83% étaient liés aux armes à feu (427.204), 16% étaient imputables à des armes blanches et moins d'1% étaient liés à des explosifs (cf. annexe 4)⁴⁵. Il peut-être plus important encore de constater que le pourcentage de tous les décès externes associés aux armes à feu a connu une forte augmentation jusqu'en 1991 et est demeuré relativement constant depuis. On estime donc qu'à l'heure actuelle, les armes à feu sont responsables de plus de 80% de tous les homicides, de 36% de tous les suicides, et de plus de 2% de tous les accidents en Colombie. En réalité, les décès par arme à feu expliquent 50% de la variation qu'ont connue au fil du temps tous les taux de décès externes.

Il est également évident que la violence criminelle perpétrée au moyen d'armes à feu est liée au sexe de la victime. Plus de 90% des décès par arme à feu touchent des hommes. En réalité, les armes à feu sont responsables du taux incroyable de 18% de tous les décès dans la population masculine (de toutes les causes, qu'elles soient naturelles ou externes) contre seulement 1,9% pour les femmes. Les taux de décès par arme à feu des hommes ont varié entre 70 et 131 pour 100.000, contre 5 à 10 pour 100.000 dans le cas des femmes. La variation absolue est donc bien plus élevée pour les hommes que pour les femmes, bien que les chiffres varient de façon similaire en termes de pourcentage. L'annexe 5 présente un examen par sexe de la proportion de décès dus à tous les causes, à des causes externes et aux armes à feu entre 1980 et 2002 et démontre que les femmes ne représentent que 7% de tous les décès par arme à feu.

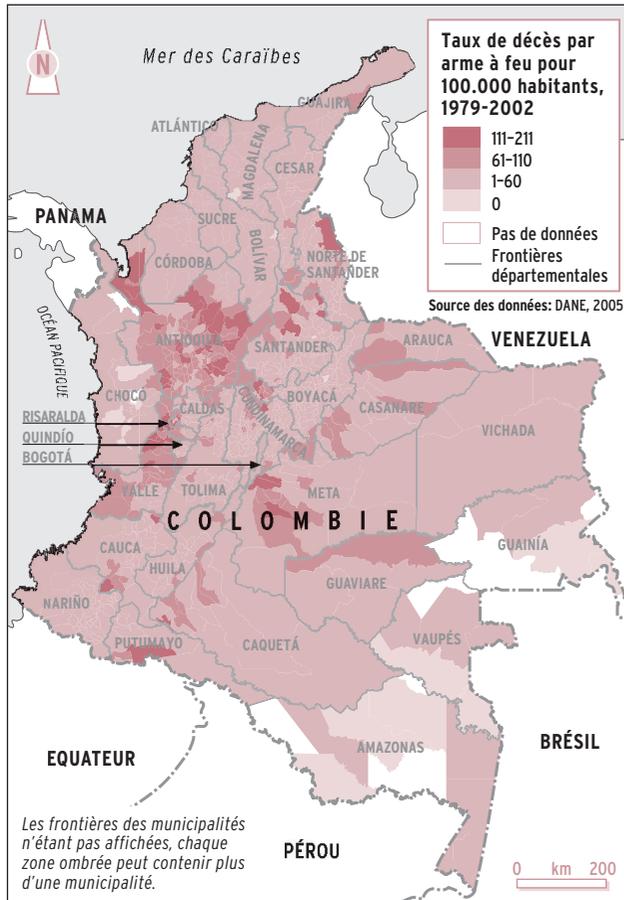
La violence criminelle perpétrée au moyen d'armes à feu est également concentrée parmi des groupes démographiques spécifiques de la population. Il semblerait que les hommes de 20 à 29 ans soient les victimes de près de 40% de tous les décès par arme à feu. Sur tous les décès par arme à feu, moins de 4% touchent des individus de moins de 14 ans ou de plus de 65 ans. Le graphique 9.6 présente une vue d'ensemble de la répartition des âges des victimes d'armes à feu en rapport avec les décès imputables à des causes externes ou naturelles. Il fait observer que l'exposition aux armes à feu augmente nettement

Graphique 9.6 Répartition démographique des décès par arme à feu, 1979-2002



Source: DANE; traitement des données par le CERAC

Carte 9.2 Taux de décès par arme à feu par municipalité, 1979-2002



tionnellement élevés⁴⁷. Certaines zones touchées par le conflit, telles le nord-ouest d'Antioquia (Urabá), et les départements de Casanare, Arauca, Putumayo, ou encore Meta présentent également des taux très élevés de violence liée aux armes à feu. De surcroît, les taux de décès par arme à feu varient fortement d'une municipalité à l'autre (cf. carte 9.2). A titre d'exemple, dans les municipalités de Granada, San Luis et Cocorná (est d'Antioquia) et Vistahermosa (Meta), les taux de décès par arme à feu variaient entre 515 et 640 pour 100.000 habitants en 2002, alors que les municipalités de Majagual (Sucre), Uribí (La Guajira) et El Tambo (Nariño) présentaient des taux allant de 2,64 à 3,44 pour 100.000 habitants au cours de la même année (cf. annexe 6)⁴⁸.

Il est difficile de quantifier avec précision l'impact global de la violence liée aux armes à feu sur la société et l'économie colombiennes, mais de simples calculs donnent à penser que cet impact est d'une dimension sans précédent. Les jeunes gens de 15 à 35 ans sont affectés de façon nettement disproportionnée et l'impact sur la productivité aussi bien formelle qu'informelle est donc fort lourd. Ce chapitre révèle que quelque 342.253 années de vie potentielles ont été perdues en raison de décès intentionnels causés par des armes à feu, rien qu'en 1985. De surcroît, un Colombien né en 1985 a 5% de chances de mourir à cause d'armes à feu au cours de son existence, contre 9% de chances de mourir de toute autre cause externe. Dans les conditions actuelles, les Colombiens nés en 2002 perdront donc en moyenne 40 mois de vie en raison de la violence liée aux armes à feu⁴⁹. Les conséquences socioéconomiques de cette perte sur la main-d'œuvre devraient s'avérer significatives, survenant juste après que ces victimes sont parvenues au

aux environs de l'âge de 14 ans. Les individus âgés de 16 à 39 ans, et plus particulièrement la tranche d'âge des 20-24, sont confrontés aux proportions les plus élevées de décès dus à des causes externes sur le nombre total de décès (77%) et de décès par arme à feu sur le nombre total de décès (près de 50%). Le graphique indique en outre qu'avant 14 ans et après 40 ans, la plupart des décès sont dus à des causes naturelles, tandis que la situation est inversée au sein de cette tranche d'âge des 14-40 ans. Les décès par arme à feu constituent le principal facteur contribuant à cette dynamique.

La violence liée aux armes à feu se concentre essentiellement dans des zones densément peuplées. Elle diffère en cela fortement de la violence liée au conflit, qui sévit principalement dans les zones rurales. Les grandes villes de Medellín, Bogotà, Cali et Barranquilla sont particulièrement susceptibles de souffrir de la violence liée aux armes à feu, totalisant près d'un tiers de tous les décès par arme à feu des trente dernières années⁴⁶. Des villes bien plus petites, telles que Cúcuta, Bello, Itagüí, Pereira et Manizales ont elles aussi souffert de taux de décès par arme à feu excep-

terme de l'éducation financée par les deniers publics. De plus, il est vraisemblable que certains hommes des zones urbaines n'aient guère investi dans leur préparation à la vie active dans la mesure où ils n'auraient guère de chances de vivre une longue vie au cours de laquelle exploiter de tels efforts. La réduction de la violence liée aux armes à feu constitue à l'évidence une priorité urgente au niveau de l'ordre public aussi bien pour la Colombie que pour la communauté internationale de façon plus générale.

RÉDUCTION DES ARMES AU NIVEAU MUNICIPAL ET DDR

Pour réduire la violence armée – tant celle du conflit que de la criminalité –, il n'existe sans doute guère d'interventions politiques plus importantes que le contrôle des armes. Mais il existe également un vaste éventail de politiques de contrôle, allant d'interdictions en termes de production, d'importation et d'exportation au niveau national à des contrôles civils aux mesures d'application militaires et policières en passant par une réforme législative et des modifications apportées à la politique d'incarcération. Les éditions précédentes de *l'Annuaire sur les armes légères* ont reflété la valeur des cadres réglementaires régionaux, nationaux et internationaux pour la prévention de la violence armée. Ce chapitre met plutôt l'accent sur plusieurs exemples d'efforts municipaux innovants visant à réduire la violence liée aux armes à feu au niveau local. Il aborde également certains aspects du processus controversé de DDR commencé en 2004, dans le cadre duquel bon nombre de groupes paramilitaires ont été démobilisés.

Réduction des armes au niveau municipal

La Colombie a beau souffrir de l'un des taux de violence armée les plus élevés au monde, elle n'en a pas moins assisté récemment à une diminution spectaculaire du nombre d'incidents de victimisation et de décès par arme à feu. Ce nouveau développement mérite qu'on lui accorde une attention sérieuse, même s'il est encore trop tôt pour parler d'une véritable tendance. A Bogotá, Cali et Medellín, des analystes ont rattaché le déclin au niveau de la violence impliquant des armes à feu à des interventions politiques municipales identifiables qui pourraient s'avérer utiles en cas d'application en d'autres endroits, aussi bien au sein des frontières colombiennes que dans d'autres pays (Guerrero, 1999; Villaveces *et al.*, 2000; Llorente *et al.*, 2000).

Vers la moitié des années 1990, alors que les taux d'homicides nationaux atteignaient des sommets, les autorités locales de certaines grandes villes ont procédé à des expérimentations avec des programmes destinés à réduire la violence liée aux armes à feu. Rodrigo Guerrero, à l'époque maire de Cali, a introduit des restrictions temporaires sur le port d'arme à feu, des interdictions d'alcool et d'autres garanties de sécurité telles que des contrôles routiers et une présence policière accrue. Les restrictions en matière de port d'arme ont souvent été introduites lors de festivals ainsi qu'à d'autres occasions comme par exemple pendant le week-end, la veille des jours de paie ou encore tard dans la nuit (Guerrero, 1999). Jaime Castro, ancien maire de Bogotá (1992-94), a fait appel à une tactique semblable lorsqu'il a invoqué quelque obscur mécanisme juridique pour suspendre les licences de port d'arme de citoyens dans certaines situations, particulièrement les jours de scrutin électoral.

L'un des exemples les plus impressionnants de contrôle municipal des armes provient de Bogotá. Inquiet de la montée en flèche de la violence armée au début des années 1990, Antanas Mockus a été élu maire de Bogotá en 1995, après avoir fait de la réduction de la violence l'un des principaux objectifs de sa campagne. Au cours de ses deux mandats (1995-96 et 2001-03), confronté à des niveaux de confiance envers la sécurité publique qui n'avaient jamais été aussi bas, il a réagi en introduisant des approches alternatives pour permettre aux citoyens de se protéger, ainsi que leur famille. Dans le cadre d'un programme appelé «sécurité pour tous» et avec le soutien de la police et de l'Eglise catholique, il a restreint les licences de port d'arme dans toute la ville pendant la nuit et les week-ends. Il a également mis sur pied des barrages policiers, à la fois pour réduire les cas de conduite en état d'ivresse et pour rechercher des armes.

Des sondages d'opinion ont été menés à bien afin d'étudier les façons d'envisager la sécurité ainsi que le choix exprimé de se munir ou non d'une arme à feu pour se sentir en sécurité. Environ 25%

La Colombie
a récemment assisté
à une diminution
spectaculaire
du nombre
d'incidents
de victimisation
et de décès par
arme à feu.

Encadré 9.1 Aperçu des homicides causés par des armes à feu en Colombie, 2003-2005

Il existe une source alternative de données plus actualisée que celle du DANE utilisée dans ce chapitre. Il s'agit de la base de données criminelles de la police nationale, ou SIEDCO (*Sistema de Información Estadístico Delincuencial, Contravencional, y Operativo*), qui traite les informations transmises par les 36 départements de police du pays. Entre 2003 et 2005, par exemple, le SIEDCO a enregistré 61.299 homicides, dont 52.028 auraient été causés par des armes à feu. Le tableau 9.2 détaille les homicides nationaux, en les classant selon le type d'arme utilisé au cours de l'incident. Les armes à feu constituent de loin les principales armes utilisées lors d'homicides, suivies par les armes blanches.

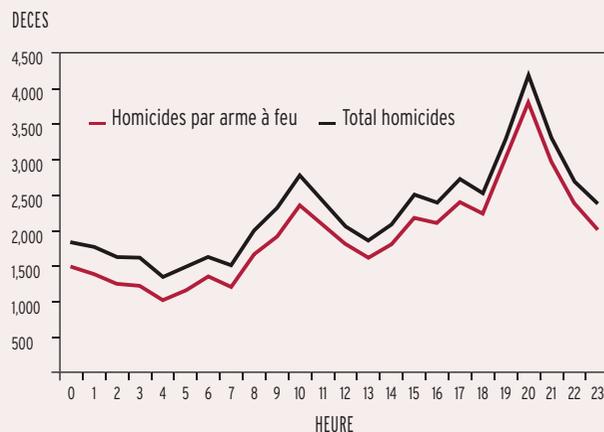
Tableau 9.2 Homicides par type d'arme en Colombie, 2003-05

| Type | 2003 | 2004 | 2005 | 2003-05 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Arme à feu | 20.058 | 17.208 | 14.510 | 51.776 |
| Objet tranchant | 2.257 | 2.368 | 2.486 | 7.111 |
| Objet contondant | 309 | 310 | 287 | 906 |
| Explosifs, fumée, feu et flammes | 347 | 197 | 317 | 861 |
| Pendaison, strangulation et suffocation | 32 | 67 | 107 | 206 |
| Autre | 10 | 13 | 5 | 28 |
| Poison | 2 | 10 | 14 | 26 |
| Total | 23.015 | 20.173 | 17.726 | 60.914 |
| Taux pour 100.000 habitants | | | | |
| Homicides par arme à feu | 44,99 | 37,97 | 31,54 | 38,34* |
| Total des homicides | 51,62 | 44,51 | 38,53 | 45,16* |

Source: Police nationale-CIC (SIEDCO) et DANE; traitement des données par le CERAC

* Taux moyen pour 2003-2005

Graphique 9.7 Une question de timing: homicides et homicides par arme à feu, 2003-2005



Source: Police nationale-CIC (SIEDCO); traitement des données par le CERAC

Le SIEDCO rassemble également des informations sur la date et l'heure d'un incident. Le graphique 9.7 démontre que le plus grand nombre d'homicides a lieu à 20 h, puis à 10 h. Les homicides semblent également connaître des pics les week-ends, suggérant que la restriction des permis de port d'arme les week-ends pourrait présenter de véritables avantages. Le SIEDCO a également rassemblé des données détaillées sur près de 8.000 crimes et infractions impliquant l'utilisation d'armes à feu au cours du premier trimestre de 2005. Le tableau a beau ne représenter qu'un échantillon incomplet et imparfait, il n'en propose pas moins une répartition de ce chiffre par type d'arme. Si elles ne se font le reflet que d'un échantillon modeste, ces statistiques indiquent toutefois le rôle prédominant joué par les revolvers, les fusils de chasse et les pistolets. Des responsables de la police ont révélé que plus de 95% (7.594) de tous les cas impliquaient des armes à feu sans permis.

Le SIEDCO rassemble également des informations sur la date et l'heure d'un incident. Le graphique 9.7 démontre que le plus grand nombre d'homicides a lieu à 20 h, puis à 10 h. Les homicides semblent également connaître des pics les week-ends, suggérant que la restriction des permis de port d'arme les week-ends pourrait présenter de véritables avantages. Le SIEDCO a également rassemblé des données détaillées sur près de 8.000 crimes et infractions impliquant l'utilisation d'armes à feu au cours du premier trimestre de 2005. Le tableau a beau ne représenter qu'un échantillon incomplet et imparfait, il n'en propose pas moins une répartition de ce chiffre par type d'arme. Si elles ne se font le reflet que d'un échantillon modeste, ces statistiques indiquent toutefois le rôle prédominant joué par les revolvers, les fusils de chasse et les pistolets. Des responsables de la police ont révélé que plus de 95% (7.594) de tous les cas impliquaient des armes à feu sans permis.

Tableau 9.3 Armes utilisées lors de crimes et d'infractions, janvier-avril 2005

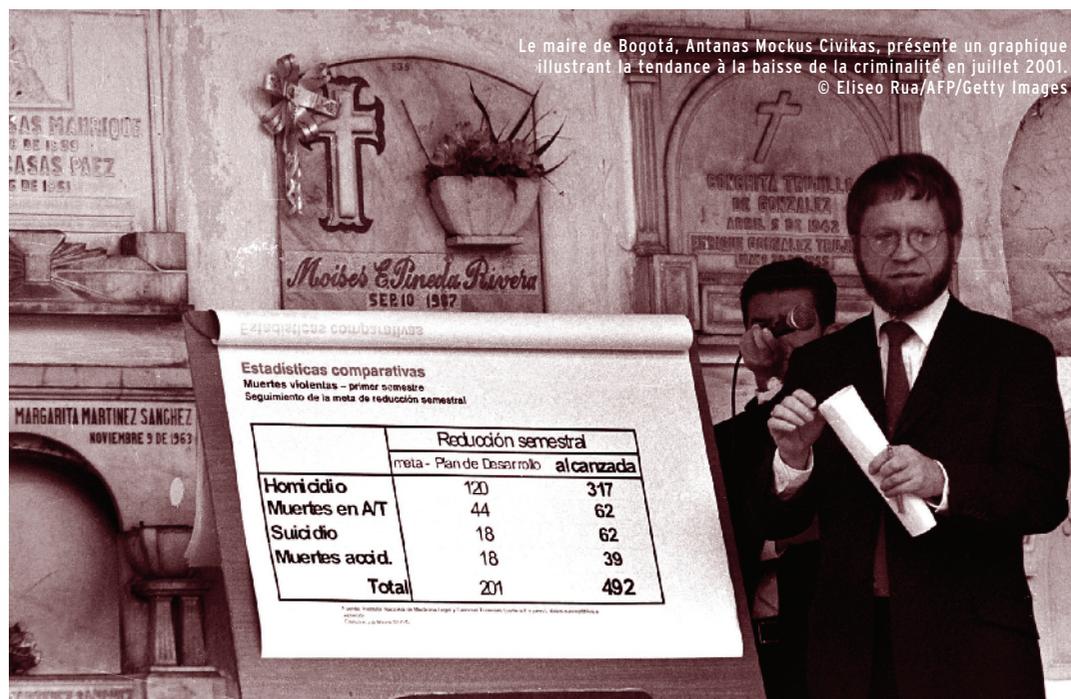
| Catégorie | Quantité |
|----------------------------|--------------|
| Revolver | 4.317 |
| Fusil de chasse | 2.243 |
| Pistolet | 1.243 |
| Fusil d'assaut | 78 |
| Carabine | 33 |
| Pistolet mitrailleur | 19 |
| Autres types d'armes à feu | 9 |
| Mortier | 4 |
| Mitrailleuse | 2 |
| Bazooka | 2 |
| Roquette | 3 |
| Lance-grenades | 2 |
| Total | 7.955 |

Source: Police nationale-CIC (SIEDCO); traitement des données par le CERAC

des personnes interrogées en 2002 par le secrétariat de la culture ont déclaré qu'il était important de se protéger au moyen d'une arme à feu. Au cours d'un sondage ultérieur effectué en 2003 après le début de la mise en œuvre du programme de désarmement de Mockus, ils n'étaient plus que dix pour cent à être de cet avis. Pour finir, une enquête réalisée en 2003 sur la qualité de vie a révélé que les campagnes de désarmement comptaient parmi les mesures qui conféraient le plus grand sentiment de sécurité à la population: au moins deux tiers de toutes les personnes interrogées ont affirmé que les campagnes de désarmement amélioraient leur sentiment de sécurité.

Des recherches apparentées ont exploré l'impact des politiques actives contre les armes à feu et d'autres interventions de sécurité – particulièrement celles qui ont été lancées vers la moitié des années 1990 – visant à réduire le nombre d'homicides par arme à feu à Bogotá. Ces études ont indiqué une dépendance statistique entre des restrictions spécifiques au contrôle des armes et une réduction du nombre d'homicides les week-ends. En d'autres termes, il semblerait que les interdictions temporaires de port d'arme à feu, appliquées à la lettre les week-ends, portent leurs fruits (Aguirre *et al.*, 2005, p. 26).

En l'absence d'un soutien national sérieux, le maire de Bogotá a fait appel aux bonnes volontés ainsi qu'à des financements privés pour lancer un programme de rachat en 1995 et 1996. Dans la mesure où il n'existe aucun cadre réglementaire fédéral pour soutenir les efforts de collecte d'armes à feu des institutions municipales, l'aide de l'Église et de ses paroisses a également été sollicitée. Il arrive même désormais que des prêtres négocient avec des chefs de gang pour les persuader de restituer leurs armes. La mairie a lancé simultanément toute une série de mesures qui, si elles sont considérées par certaines personnes comme de l'opportunisme ou de simples manipulations politiques, peuvent très bien avoir contribué à modifier la culture de la violence dans la ville. Ces mesures comprenaient notamment une initiative d'échange de fusils en plastique contre des livres de poésie, toujours activement appuyée par la police ainsi qu'un autre programme visant à transformer des armes à feu en cuillères. Aucune étude statistique sérieuse n'a été menée à bien sur l'impact de ces différentes mesures sur la réduction du nombre d'homicides. Néanmoins, peu de personnes peuvent ignorer la spectaculaire diminution de 26% qu'a connu le taux d'homicides à Bogotá durant le mandat de Mockus (de 1995 à 1996)⁵⁰.



La collecte physique d'armes ne représente que l'un des aspects de ces diverses interventions. En réalité, seul un nombre réduit d'armes à feu a été retiré de la circulation à Bogotá dans les années 1990. Pendant le programme du maire, les armes restituées comprenaient notamment 200 à 300 *changones* de 20 paroisses, 2.300 armes à feu et plus de 800 grenades qui ont été détruites le jour de la fête des mères vers la fin de son premier mandat. Si moins de 4.000 armes à feu ont été détruites tout au long de ce programme au cours des dix dernières années, il est impossible de mesurer l'impact de ces interventions par rapport au seul nombre d'armes collectées (*El Tiempo*, 2005d). La collecte et la destruction d'armes à feu ont eu d'importants effets symboliques qui ont été largement ressentis – «l'envers de l'exhibitionnisme et du machisme du département de Santander», comme l'a dit un politicien local.

Désarmement, démobilisation et réintégration

Une série de processus de DDR ont été appliqués à divers groupes rebelles au cours de ces dernières décennies. En réalité, les administrations colombiennes successives poursuivent avec enthousiasme le programme de DDR depuis les années 1950, suite à l'expérience de DDR relativement positive pendant et après la période connue sous le nom de *La Violencia*⁵¹. Il y a eu jusqu'à présent neuf différents programmes de DDR «collectifs» avec divers groupes de guérilla depuis les années 1970. Depuis 1990, quelque 7.300 anciens guérilleros ont fait l'objet d'un désarmement collectif et 4.715 d'entre eux se sont retrouvés dans des programmes de réintégration⁵². Les cadres spécifiques au DDR ont varié d'une négociation à l'autre – et aucune approche convenue ou standardisée n'est encore apparue⁵³.

Il ne fait aucun doute qu'un programme de DDR constitue un exercice intrinsèquement complexe et ambitieux, quel qu'en soit le contexte (Annuaire sur les armes légères 2005, ch. 10; Muggah, 2005). La Colombie en est un exemple parfait: un vaste réseau d'agences opérationnelles et de départements sont responsables de la mise en œuvre des divers éléments du programme de DDR. A titre d'exemple, la Dirección General de Reinserción (département de réinsertion), qui dépend du ministère de l'Intérieur, est directement responsable du programme de DDR des individus désignés dans le cadre de différents accords de paix⁵⁴. L'Instituto Colombiano de Bienestar Familiar (institut colombien du bien-être familial) garantit le respect des droits des jeunes et des mineurs au cours du processus de DDR. Entre-temps, le ministère de la Défense offre une aide humanitaire aux personnes démobilisées. La Fiscalía General de la Nación (bureau national du procureur général) est chargée de définir la situation juridique des anciens combattants adultes. Les coûts destinés à garantir la coordination et l'efficacité de ces agences sont considérables. Au total, le gouvernement a consacré plus de 94 millions USD au programme de DDR entre 1998 et 2002.

En dépit d'un manque de preuves, les experts sont nombreux à penser que les investissements dans le DDR ont contribué à une réduction de la violence. Il est vrai que l'on attend des groupes démobilisés dans les règles qu'ils cessent de tuer des gens. Toutefois, le programme de DDR pourrait également être blâmé pour la nette augmentation du nombre de groupes paramilitaires illégaux qui s'est manifestée vers la fin des années 1990. Cette augmentation a été plus particulièrement liée à l'indignation suscitée dans certains cercles de droite par le fait que des guérilleros de gauches étaient démobilisés sans avoir à payer le prix de leurs actions passées. Il reste encore à déterminer à quel point ces individus anciennement démobilisés ont repris des activités au sein de groupes armés, notamment les paramilitaires. S'il est plausible que le programme de DDR ait contribué à réduire la violence au fil des ans, il n'en demeure pas moins vrai qu'aucune étude n'a été menée à bien pour examiner attentivement le lien de cause à effet entre le programme de DDR et les modes de subsistance adoptés par les personnes démobilisées ou encore des réductions de la violence armée ou de la criminalité.

Le processus de DDR en Colombie est extrêmement controversé. En décembre 2002, la plupart des groupes paramilitaires avaient initié un cessez-le-feu avec le gouvernement, bien qu'ils ne s'y soient pas toujours conformés dans la pratique. Il s'en est suivi une suspension des hostilités avec le gouvernement et des négociations politiques relativement instables en 2003. Dès janvier 2003, les premières armes restituées ont commencé à arriver. Bon nombre de ces armes étaient de haute qualité mais leur numéro de série avait été effacé. Avant mars 2006, plus de 22.097 anciens combattants avaient restitué plus de 17.600 armes (Alto Comisionado para la Paz, 2005)⁵⁵. En dépit de l'implication de l'Organisation des Etats américains, des

Avant mars 2006,
plus de 22.000
paramilitaires
avaient restitué plus
de 17.000 armes.

gouvernements des Etats-Unis et du Canada, de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et toute une série d'autres organismes, le processus s'est retrouvé en butte à des critiques cinglantes, particulièrement de la part d'organisations de défense des droits de l'homme.

La plupart de ces détracteurs arguent que le processus a commencé avant la mise en place d'un cadre juridique adéquat, mais aussi que les mesures finalement adoptées étaient bien trop laxistes avec les paramilitaires (HRW, 2005, p. 203)⁵⁶. Des responsables du gouvernement ont répondu à ces critiques par la frustration, indiquant le lourd passé du pays en termes d'impunité octroyée lors d'accords conclus avec des groupes de droite, des accords qui n'ont jamais fourni réparation aux victimes.

Si les détracteurs du DDR sont peu nombreux à avoir abordé la question de ces incohérences apparentes, il existe néanmoins deux raisons importantes de traiter les paramilitaires différemment des groupes de guérilla du passé. Tout d'abord, comme l'a montré ce chapitre, les paramilitaires constituent de loin la faction la plus brutale du conflit armé colombien depuis la fin des années 1990. Ensuite, au sein du gouvernement actuel, des peines trop légères pour les paramilitaires peuvent faire l'objet d'une contestation devant la Cour constitutionnelle colombienne, la Cour interaméricaine des droits de l'homme, voire même la Cour pénale internationale⁵⁷. Les paramilitaires qui ont commis ou ordonné des massacres ne se porteront pas volontaires pour subir des peines d'emprisonnement proportionnelles à leurs crimes. En réalité, la législation peut avoir été trop loin en imposant une limite effective de six ans et demi pour les peines d'emprisonnement. Les paramilitaires ne disposent comparativement que d'une capacité limitée en termes de combats et leur position de négociation pourrait s'assouplir sous une pression militaire (Restrepo et Spagat, 2005b, p. 67).

Le gouvernement devrait répondre plus vigoureusement qu'il ne l'a fait jusqu'à présent aux violations du cessez-le-feu commises par des groupes paramilitaires assis à la table des négociations. Mais il s'avérerait onéreux de rechercher une solution exclusivement militaire au paramilitarisme et une certaine forme d'indulgence constitue donc un élément inévitable de tout accord de démobilisation. Le principal problème est que l'actuelle administration colombienne ne dispose ni du temps ni des ressources nécessaires pour déterminer quels crimes particuliers ont été commis par divers groupes de paramilitaires, qui sont les victimes et quelles propriétés ont été volées. Ces questions peuvent néanmoins être abordées au moment de la mise en œuvre de la loi de justice et paix, à condition de bénéficier des ressources, de la volonté politique et de l'engagement international en suffisance.

CONCLUSION

La Colombie est depuis longtemps un contexte extraordinairement violent. Ce chapitre a indiqué que les armes à feu ont joué un rôle essentiel dans bon nombre des défis auxquels le pays a été confronté. Des armes de divers calibres constituent les principaux outils des personnes désireuses d'assassiner, d'enlever ou de déplacer par la force. La violence liée au conflit affecte principalement les zones rurales tandis que la violence criminelle touche surtout les centres urbains. Les jeunes hommes sont les principales victimes de la violence liée aux armes à feu. Les guérillas de gauche, les groupes paramilitaires illégaux de droite, les trafiquants de drogue et les forces gouvernementales qui les affrontent disposent d'un armement suffisant et d'armes relativement sophistiquées. Les civils colombiens sont également armés, bien que dans une moindre mesure que dans les pays voisins.

Ce chapitre a révélé que l'accès aisé à des armes légères et de petit calibre représente un facteur majeur de l'origine, de la mortalité et de l'ampleur tant de la violence criminelle que de celle liée au conflit en Colombie. En moyenne, plus de la moitié des variations au fil du temps des taux de décès liés à des causes externes s'expliquent de façon significative par des variations du nombre de décès par arme à feu. Toutefois, en dépit des sérieux problèmes auxquels la Colombie est confrontée, les raisons d'espérer sont réelles. Au cours de ces dernières années, plusieurs grandes villes du pays ont connu des diminutions significatives du nombre d'homicides. Certaines des initiatives politiques qui ont contribué à ces améliorations peuvent être reproduites ailleurs et étendues à d'autres pays que la Colombie.

Les villes colombiennes de Bogotá, Medellín et Cali ont connu des réductions spectaculaires de leurs taux d'homicides au cours de ces dernières années et le contrôle des armes à feu a joué un rôle essentiel

Bogotá, Medellín et Cali ont présenté des réductions spectaculaires de leurs taux d'homicides au cours des dernières années.



La mascotte de la police nationale, Segurito, montre à la presse des armes saisies à Medellín en décembre 2004.
© Gerardo Gomez/AFP/Getty Images

dans leur réussite. Ces expériences démontrent qu'une politique de contrôle des armes à feu peut avoir (et a déjà eu) un impact important et ce, même dans un contexte global de violence endémique. Il convient toutefois de noter que des réductions de la violence se sont principalement produites dans des zones plus densément peuplées, où l'Etat est fortement présent. Dans les zones isolées, l'emprise de l'Etat est moindre et, sans freins, le conflit perdure. La violence liée au conflit, particulièrement lorsqu'elle implique des civils, a connu une forte diminution en 2003 et 2004 mais cette tendance positive s'est inversée au cours du premier semestre de 2005. En définitive, les plus grandes réussites du pays n'ont eu qu'une portée limitée.

Les futurs progrès dépendent en grande partie des groupes de paramilitaires en Colombie, qui ont été les principaux auteurs de violences dirigées contre des civils au cours des dernières années. Comme l'a indiqué ce chapitre, ils sont également davantage impliqués dans les trafics de drogue et d'armes que les guérillas et constituent donc des groupes armés disposant d'une présence internationale incontournable. S'ils pouvaient faire l'objet d'une démobilisation réussie et qu'il était possible de tenir en échec leurs activités criminelles, le pays pourrait espérer bénéficier d'un avenir bien moins violent que son passé. Si par contre les groupes paramilitaires passaient de l'actuelle combinaison de criminalité et de contre-insurrection à la seule criminalité, la violence colombienne pourrait atteindre de nouveaux sommets. Le processus de désarmement, démobilisation et réintégration des groupes paramilitaires est donc essentiel et devrait se trouver au centre des préoccupations de la communauté internationale. 🇺🇸

ANNEXE 1. DIX PRINCIPAUX PAYS EXPORTATEURS D'ARMES ET DE PIÈCES VERS LA COLOMBIE, 1994-2005*

| Pays | Valeur à l'exportation (USD)* |
|------------------------------|-------------------------------|
| Etats-Unis | 195.887.011 |
| Afrique du Sud | 163.678.531 |
| Israël | 145.348.075 |
| Brésil | 50.364.170 |
| Belgique | 14.958.391 |
| Italie | 12.857.171 |
| France | 12.165.775 |
| République tchèque | 11.159.777 |
| Royaume-Uni | 10.161.063 |
| Espagne | 6.635.414 |
| Autres pays | 51.677.648 |
| Total des 10 principaux pays | 623.215.378 |
| Total | 674.893.026 |

* Valeur cumulée pour janvier-octobre 2005

Source: Administration nationale des impôts; traitement des données par le CERAC

ANNEXE 2. NOMBRE DE DÉCÈS TOTAL ET DE DÉCÈS LIÉS À DES CAUSES EXTERNES ET À DES ARMES À FEU EN COLOMBIE, 1979-2005

| Année | Total | Causes externes | Armes | Causes externes total (%) | Armes à feu/total (%) | Armes à feu/externes (%) |
|-------|---------|-----------------|--------|---------------------------|-----------------------|--------------------------|
| 1979 | 110.400 | 15.680 | 3.617 | 14 | 3 | 23 |
| 1980 | 125.573 | 18.898 | 4.980 | 15 | 4 | 26 |
| 1981 | 139.505 | 22.084 | 6.552 | 16 | 5 | 30 |
| 1982 | 137.678 | 22.685 | 7.127 | 16 | 5 | 31 |
| 1983 | 140.292 | 23.767 | 7.343 | 17 | 5 | 31 |
| 1984 | 137.189 | 24.455 | 8.211 | 18 | 6 | 34 |
| 1985 | 153.947 | 29.218 | 11.505 | 19 | 7 | 39 |
| 1986 | 146.345 | 30.210 | 13.472 | 21 | 9 | 45 |
| 1987 | 151.957 | 32.179 | 14.780 | 21 | 10 | 46 |
| 1988 | 153.065 | 34.995 | 17.447 | 23 | 11 | 50 |
| 1989 | 154.694 | 36.228 | 18.947 | 23 | 12 | 52 |
| 1990 | 156.314 | 38.107 | 20.569 | 24 | 13 | 54 |
| 1991 | 162.063 | 43.066 | 24.941 | 27 | 15 | 58 |
| 1992 | 167.743 | 44.395 | 25.084 | 26 | 15 | 57 |

| | | | | | | |
|-------------------------------------|------------------|----------------|----------------|-------------|--------------|--------------|
| 1993 | 168.647 | 44.621 | 24.572 | 26 | 15 | 55 |
| 1994 | 168.568 | 43.287 | 23.118 | 26 | 14 | 53 |
| 1995 | 169.896 | 41.532 | 21.313 | 24 | 13 | 51 |
| 1996 | 173.506 | 42.307 | 23.062 | 24 | 13 | 55 |
| 1997 | 170.753 | 41.087 | 22.222 | 24 | 13 | 54 |
| 1998 | 175.363 | 42.823 | 21.950 | 24 | 13 | 51 |
| 1999 | 183.553 | 43.959 | 23.320 | 24 | 13 | 53 |
| 2000 | 187.432 | 46.031 | 26.465 | 25 | 14 | 57 |
| 2001 | 191.513 | 47.175 | 27.618 | 25 | 14 | 59 |
| 2002 | 192.262 | 48.438 | 28.989 | 25 | 15 | 60 |
| 2003* | 189.073 | | 19.624 | 20 | 10 | 50 |
| 2004* | 194.788 | | 16.951 | 18 | 9 | 45 |
| 2005* | | | 13.494 | | | |
| Total 1979-2002 | 3.818.258 | 857.227 | 427.204 | 22 | 11 | 50 |
| Evolution entre 1979 et 2002 | 74,2% | 208,9% | 701,5% | 77,4 | 360,2 | 159,4 |

Remarques: * projection

Source: DANE et police nationale-CIC; traitement des données par le CERAC

ANNEXE 3. TAUX DE DÉCÈS TOTAL ET DE DÉCÈS LIÉS À DES CAUSES EXTERNES ET À DES ARMES À FEU POUR 100.000 HABITANTS, 1979-2005

| Année | Total | Causes externes | Armes à feu |
|-------|-------|-----------------|-------------|
| 1979 | 397 | 56 | 13 |
| 1980 | 441 | 66 | 18 |
| 1981 | 480 | 76 | 23 |
| 1982 | 463 | 76 | 24 |
| 1983 | 462 | 78 | 24 |
| 1984 | 442 | 79 | 26 |
| 1985 | 486 | 92 | 36 |
| 1986 | 453 | 94 | 42 |
| 1987 | 461 | 98 | 45 |
| 1988 | 455 | 104 | 52 |
| 1989 | 451 | 106 | 55 |
| 1990 | 447 | 109 | 59 |
| 1991 | 454 | 121 | 70 |

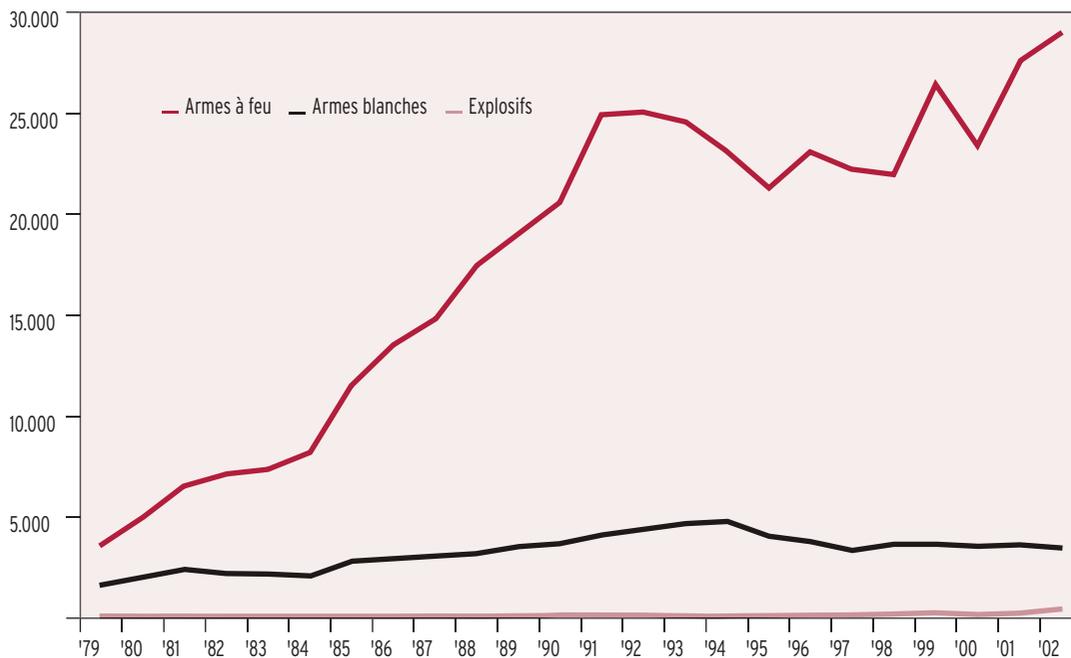
| | | | |
|-------|-----|-----|----|
| 1992 | 461 | 122 | 69 |
| 1993 | 454 | 120 | 66 |
| 1994 | 445 | 114 | 61 |
| 1995 | 441 | 108 | 55 |
| 1996 | 442 | 108 | 59 |
| 1997 | 426 | 103 | 55 |
| 1998 | 430 | 105 | 54 |
| 1999 | 441 | 106 | 56 |
| 2000 | 443 | 109 | 63 |
| 2001 | 445 | 110 | 64 |
| 2002 | 439 | 111 | 66 |
| 2003* | 424 | | 44 |
| 2004* | 430 | | 37 |
| 2005* | | | 29 |

Remarques: * projection

Source: DANE et police nationale; traitement des données par le CERAC

ANNEXE 4. RÉPARTITION DES TYPES D'ARMES ET DES DÉCÈS EN COLOMBIE, 1979-2002

NOMBRE DE DÉCÈS



Source: DANE; traitement des données par le CERAC

ANNEXE 5. PROPORTION DES VICTIMES MASCULINES ET FÉMININES POUR TOUTES LES CAUSES, POUR LES CAUSES EXTERNES ET POUR LES ARMES À FEU, 1980-2002

| Année | Total (%) | | Causes externes (%) | | Armes à feu (%) | |
|--------------|-----------|-----------|---------------------|-----------|-----------------|----------|
| | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes | Hommes | Femmes |
| 1980 | 56 | 44 | 81 | 19 | 93 | 7 |
| 1981 | 56 | 44 | 83 | 17 | 93 | 7 |
| 1982 | 56 | 44 | 83 | 17 | 93 | 7 |
| 1983 | 56 | 44 | 83 | 17 | 94 | 6 |
| 1984 | 57 | 43 | 83 | 17 | 94 | 6 |
| 1985 | 57 | 43 | 84 | 16 | 94 | 6 |
| 1986 | 58 | 42 | 86 | 14 | 94 | 6 |
| 1987 | 59 | 41 | 86 | 14 | 94 | 6 |
| 1988 | 59 | 41 | 87 | 13 | 94 | 7 |
| 1989 | 60 | 40 | 87 | 13 | 93 | 7 |
| 1990 | 60 | 40 | 87 | 13 | 93 | 7 |
| 1991 | 61 | 39 | 88 | 12 | 93 | 7 |
| 1992 | 61 | 39 | 88 | 12 | 93 | 7 |
| 1993 | 61 | 39 | 87 | 13 | 93 | 7 |
| 1994 | 61 | 39 | 87 | 13 | 93 | 7 |
| 1995 | 60 | 40 | 86 | 14 | 93 | 7 |
| 1996 | 60 | 40 | 87 | 13 | 93 | 7 |
| 1997 | 60 | 40 | 87 | 13 | 93 | 7 |
| 1998 | 60 | 40 | 87 | 13 | 92 | 7 |
| 1999 | 60 | 40 | 86 | 14 | 93 | 7 |
| 2000 | 61 | 39 | 87 | 13 | 93 | 7 |
| 2001 | 60 | 40 | 87 | 13 | 92 | 7 |
| 2002 | 60 | 40 | 87 | 13 | 92 | 7 |
| Total | 59 | 41 | 86 | 14 | 93 | 7 |

Source: DANE; traitement des données par le CERAC

ANNEXE 6. TAUX DE DÉCÈS PAR ARME À FEU PAR MUNICIPALITÉ, POUR 1985, 1993, 2002 ET TOTAL

| 1985 | | | | |
|-------------|--------------|------------|----------------------|-------------------|
| Département | Municipalité | Population | Décès par arme à feu | Taux pour 100.000 |
| Boyacá | La Victoria | 3.017 | 15 | 497,18 |
| Arauca | Cravo Norte | 3.557 | 13 | 365,48 |
| Antioquia | Salgar | 22.652 | 73 | 322,27 |
| Huila | Altamira | 2.822 | 8 | 283,49 |

| | | | | |
|--------------------|-----------------------|-------------------|---------------|--------------|
| Guaviare | San José Del Guaviare | 41.476 | 115 | 277,27 |
| Meta | Puerto Lleras | 9.576 | 25 | 261,07 |
| Arauca | Puerto Rondón | 1.985 | 5 | 251,89 |
| Boyacá | Muzo | 11.567 | 29 | 250,71 |
| Arauca | Saravena | 24.417 | 61 | 249,83 |
| Risaralda | Balboa | 8.953 | 22 | 245,73 |
| Sucre | Corozal | 47.329 | 1 | 2,11 |
| Santander | Girón | 53.547 | 1 | 1,87 |
| Córdoba | Cereté | 58.605 | 1 | 1,71 |
| Tolima | Espinal | 58.696 | 1 | 1,70 |
| Atlántico | Soledad | 170.854 | 2 | 1,17 |
| | Total national | 31.658.715 | 11.505 | 36,34 |
| 1993 | | | | |
| Meta | El Castillo | 3.104 | 15 | 483,25 |
| Antioquia | Apartadó | 78.019 | 312 | 399,90 |
| Casanare | Sácama | 1.139 | 4 | 351,19 |
| Santander | Sabana De Torres | 20.000 | 68 | 340,00 |
| Antioquia | Chigorodó | 44.201 | 148 | 334,83 |
| Boyacá | La Victoria | 1.571 | 5 | 318,27 |
| Cundinamarca | San Cayetano | 5.464 | 17 | 311,13 |
| Boyacá | Pauna | 9.752 | 27 | 276,87 |
| Antioquia | Medellín | 1.834.881 | 5.000 | 272,50 |
| Valle del Cauca | El Cairo | 9.589 | 26 | 271,14 |
| Córdoba | Lorica | 120.961 | 2 | 1,65 |
| Atlántico | Soledad | 257.650 | 4 | 1,55 |
| Atlántico | Sabanalarga | 73.409 | 1 | 1,36 |
| Bolívar | El Carmen De Bolívar | 74.836 | 1 | 1,34 |
| Atlántico | Malambo | 75.807 | 1 | 1,32 |
| | Total national | 37.127.295 | 24.607 | 66,28 |
| 2002 | | | | |
| Antioquia | Granada | 17.326 | 111 | 640,66 |
| Meta | Vistahermosa | 19.781 | 105 | 530,81 |
| Antioquia | San Luis | 16.445 | 87 | 529,04 |
| Antioquia | Cocorná | 21.552 | 111 | 515,03 |
| Caquetá | El Paujil | 16.833 | 83 | 493,08 |
| Caquetá | Curillo | 14.700 | 70 | 476,19 |
| Norte de Santander | Tibú | 39.977 | 182 | 455,26 |
| Meta | San Juan De Arama | 10.426 | 47 | 450,80 |
| Meta | Uribe | 9.730 | 42 | 431,65 |

| | | | | |
|--|-----------------------|-------------------|----------------|--------------|
| Caquetá | Solita | 9.874 | 39 | 394,98 |
| Nariño | Guaitarilla | 28.184 | 1 | 3,55 |
| Córdoba | Pueblo Nuevo | 28.221 | 1 | 3,54 |
| Nariño | El Tambo | 29.044 | 1 | 3,44 |
| La Guajira | Uribia | 66.957 | 2 | 2,99 |
| Sucre | Majaqual | 37.885 | 1 | 2,64 |
| | Total national | 43.834.117 | 28.899 | 65,93 |
| Total 1979-2002. Population de 2002 | | | | |
| Risaralda | Balboa | 7.372 | 358 | 211,14 |
| Antioquia | Valdivia | 11.963 | 542 | 196,98 |
| Antioquia | Salgar | 18.110 | 815 | 195,66 |
| Caldas | Viterbo | 18.684 | 839 | 195,24 |
| Boyacá | Muzo | 16.445 | 727 | 192,21 |
| Boyacá | La Victoria | 1.311 | 57 | 189,04 |
| Antioquia | Remedios | 17.658 | 746 | 183,68 |
| Antioquia | Apartadó | 96.039 | 4.047 | 183,21 |
| Antioquia | Olaya | 2.686 | 110 | 178,06 |
| Caquetá | Curillo | 14.700 | 598 | 176,87 |
| Bolívar | Hatillo De Loba | 12.701 | 2 | 0,68 |
| Nariño | Nariño | 6.441 | 1 | 0,68 |
| Chocó | Bajo Baudó | 14.062 | 2 | 0,62 |
| Chocó | Río Iro | 7.184 | 1 | 0,61 |
| Magdalena | Zapayán | 8.944 | 1 | 0,49 |
| | Total national | 43.834.117 | 427.204 | 42,37 |

Source: DANE; traitement des données par le CERAC

LISTE DES ABRÉVIATIONS

| | | | |
|-------|---|-------|---|
| AUC | Autodefensas Unidas de Colombia | INML | Instituto Nacional de Medicina Legal y Ciencias Forenses – Institut national de médecine légale et de police scientifique |
| CERAC | Centre de ressources pour l'analyse de conflits | MOD | Ministère de la Défense |
| CIC | Centro de Investigaciones Criminológicas, Policía Nacional – Centre de la police nationale pour la recherche criminologique | OEA | Organisation des Etats américains |
| DANE | Departamento Administrativo Nacional de Estadística – Département administratif national des statistiques | OCCAE | Oficina de Control y Comercio de Armas y Explosivos – Bureau pour le contrôle et le commerce des armes et des explosifs |
| DAS | Departamento Administrativo de Seguridad – Département administratif de sécurité | DDR | Désarmement, démobilisation et réintégration |
| | | DNP | Departamento Nacional de Planeación – Département de planification nationale |

| | | | |
|---------|--|--------|--|
| FARC | Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia – Forces armées révolutionnaires de Colombie | ELN | Ejército de Liberación Nacional – Armée de libération nationale |
| INDUMIL | Industria Militar – Industrie militaire | SIEDCO | Sistema de Información Estadístico Delincuencial, Contravencional, y Operativo – Système d'information statistique sur la délinquance, les infractions et les opérations |

NOTES

- 1 Ce chapitre a été produit par le centre de ressources pour l'analyse de conflits (CERAC) et le Small Arms Survey. Les références au travail du CERAC sont liées à sa base de données sur le conflit colombien ou à ses recherches sur la violence et le conflit en Colombie, qui bénéficient de l'appui du Small Arms Survey. A moins d'une indication du contraire, les informations reflètent des détails révélés lors d'entretiens structurés avec les auteurs organisés à Bogotá en octobre et novembre 2005, avec la précieuse collaboration du vice-ministère de la Défense. Les informations rassemblées lors de ces entretiens ont fait l'objet d'une triangulation avec les comptes-rendus d'entretiens avec des officiers de renseignement des forces armées.
- 2 Environ 75% de ces décès sont des homicides criminels. Un examen des interactions complexes entre la criminalité et le conflit armé dépasse la portée de cette étude.
- 3 Les causes externes de morbidité et de mortalité comprennent les accidents, l'automutilation intentionnelle, les agressions, les événements sans intention précise, les interventions légales et les opérations de guerre, ainsi que les complications survenant lors de procédures médicales ou chirurgicales.
- 4 Une évaluation exhaustive de la violence armée en Colombie par le CERAC et le Small Arms Survey sera bientôt disponible en anglais et en espagnol.
- 5 Ce chapitre utilise le concept de sécurité humaine comme un critère de bien-être humain pour analyser la violence.
- 6 Pour consulter la liste des principaux fournisseurs d'armes à la Colombie et pour les quantités correspondantes, reportez-vous à l'annexe 1.
- 7 Cet arrangement particulier est rare en Amérique latine, où la plupart des industries productrices d'armes ont fait l'objet d'une privatisation partielle ou complète. Ce type de privatisation ne constitue pas nécessairement une amélioration en termes d'arrangement institutionnel pour le contrôle des armes.
- 8 Sur la base de motifs liés aux droits de l'homme, la Colombie est depuis longtemps soumise à un embargo *de facto* par de nombreux producteurs d'armes de haute qualité. A titre d'exemple, l'Union européenne ne vend pas d'armes aux forces colombiennes et les Etats-Unis, l'un de leurs principaux fournisseurs, ont posé certaines conditions en termes de respect des droits de l'homme pour certaines ventes d'armes. La Colombie dépend donc de l'Afrique du Sud, d'Israël, de Singapour et de quelques pays européens pour ses importations d'armes. Elle recherche activement de nouveaux fournisseurs, comme par exemple la Chine (*El Tiempo*, 2005b).
- 9 Les forces armées ont adopté le fusil Galil israélien en 1992 et INDUMIL en a entamé la production en 1994. INDUMIL estime sa production annuelle entre 12.000 et 40.000. Les anciens fusils d'assaut comprenaient notamment le Heckler & Koch G3, importé d'Allemagne.
- 10 A la fin des années 1990, INDUMIL a entrepris une importante modification pour parvenir à l'autosuffisance. En 2002, cet objectif était réalisé au niveau de la production de Galil, pour lesquels elle produit actuellement chaque année quelque 30 millions de cartouches de type militaire de 5.56. INDUMIL s'avère autosuffisante pour la production de trois types de revolvers (38L, 32L et 38S), de plusieurs sortes de munitions (38L, 9 mm, 32L, 7.62 et munitions pour fusils de chasse), de mortiers et de grenades à main. INDUMIL s'efforce également de devenir un important producteur d'explosifs de premier plan et de services explosifs destinés aux secteurs de l'exploitation minière et de l'industrie pétrolière avant la fin 2006. Elle exporte des quantités significatives vers l'Amérique centrale.
- 11 Une telle modernisation de l'équipement nécessiterait sans doute le retrait de la circulation des armes existantes afin d'empêcher leur détournement sur le marché ouvert et pourtant, ni la police nationale ni INDUMIL n'ont encore abordé ce problème de façon officielle. Une augmentation de la production colombienne de pistolets de haute qualité mettrait la Colombie en concurrence avec le Venezuela, qui a récemment annoncé le début de sa propre production nationale de pistolets (*El Tiempo*, 2005c).
- 12 Les principaux produits comprennent le Llama INDUMIL Martial .32 long et le .38 spécial, ainsi que le Llama INDUMIL Scorpio et le Cassidy. On estime qu'INDUMIL a produit entre 4.000 et 12.000 revolvers par an depuis 1999.
- 13 Voir par exemple *El Espectador* (2003).
- 14 La constitution colombienne (article 223) déclare: «Nul ne peut posséder ou porter une arme sans disposer d'un permis octroyé par les autorités compétentes». Les règles spécifiques en matière d'armes à feu apparaissent dans le décret législatif 2535 du 17 décembre 1993.
- 15 Sur tous les nouveaux permis émis depuis 1994, 80,91% étaient destinés à des citoyens colombiens, 18,96% à des résidents étrangers et 0,13% à des entreprises de sécurité privées. Les permis sont répartis dans les catégories «détention» et «port». Les civils colombiens semblent plus enclins à acquérir des licences de port pour leur protection personnelle tandis que les étrangers et les entreprises optent à une écrasante majorité pour des licences de détention.
- 16 Cette fourchette résulte de la multiplication du nombre estimé d'officiers de police par le multiplicateur standard, avant l'établissement d'une marge d'erreur de 33%. Il conviendrait également de noter que dans le cas de la Colombie, ces armes à feu destinées à la police sont soumises à des procédures de commandement et de contrôle des plus rigoureuses. Les officiers ne peuvent porter

- leur arme que pendant le service. Ils ne les ont pas en leur possession le reste du temps. La loi autorise toutefois les policiers à disposer d'un maximum de deux armes à feu personnelles et ils sont nombreux à profiter de ce droit. Ces explications sont tirées des entretiens des auteurs avec des policiers et des officiers de l'armée de novembre 2005.
- 17 Comme c'est le cas pour l'estimation des stocks de la police, cette fourchette est déterminée par l'application d'un multiplicateur standard puis d'une marge d'erreur de 33%.
- 18 Le DAS est une institution de sécurité dotée de fonctions de police judiciaire, de renseignements et d'immigration, qui correspond plus ou moins à une combinaison du FBI et de la CIA aux Etats-Unis.
- 19 Des éléments semblent indiquer que le DAS utilise des armes bien plus sophistiquées que la police: en 2005, les Etats-Unis ont fourni au DAS 4 millions USD pour faire l'acquisition de 1.500 M16 et de 3.000 pistolets destinés à un nouveau détachement spécial. Voir par exemple *Revista Semana* (2005).
- 20 Tous les chiffres relatifs au personnel et à l'armement des groupes armés non gouvernementaux illégaux ont été confirmés au cours des entretiens avec des officiers de renseignements de l'armée colombienne. Ces entretiens des auteurs avec des policiers et des officiers de l'armée se sont déroulés en novembre 2005.
- 21 Interrogés dans le cadre de cette enquête, d'anciens responsables démobilisés des FARC maintiennent que celles-ci disposent de quelque 42 «fronts» actifs et de plusieurs colonnes et unités mobiles.
- 22 Il s'agit là du dernier chiffre officiel en date. Il peut très bien avoir évolué depuis lors dans la mesure où le programme de DDR paramilitaire est un processus continu.
- 23 Plusieurs commandants paramilitaires de haut rang sont actuellement jugés pour leur implication présumée dans le trafic de drogue en Colombie et aux Etats-Unis. Consultez le site de la Fundación Ideas para la Paz (2005a) pour obtenir une description des poursuites engagées contre ces dirigeants. Le chef des paramilitaires, Diego Fernando Murillo, est recherché par le tribunal d'instance de New York pour des chefs d'inculpation de trafic de drogue et son extradition a été réclamée par le gouvernement des Etats-Unis conformément à la note verbale n° 1733 des Etats-Unis du 26/07/04.
- 24 Voir par exemple Pizarro (2004, ch. IV), qui traite de l'impact du trafic de drogue sur les groupes de conflit. Carlos Castaño, l'ancien dirigeant du plus important groupe paramilitaire, les AUC, a affirmé au cours d'un entretien que jusqu'à 70% des financements de son organisation provenaient d'activités liées aux stupéfiants (AP, 2000).
- 25 Entretiens avec les auteurs, octobre et novembre 2005.
- 26 Voir par exemple, <http://www.usdoj.gov/criminal/icitap/TextColombia.html>.
- 27 De surcroît, le directeur du laboratoire scientifique de la police judiciaire (Dirección Central de Policía Judicial, ou DJJIN) affirme que quelque 70% de toutes les infractions impliquant une arme à feu sont perpétrées avec des armes illégales.
- 28 Pour une affaire de contrebande documentée, consultez le rapport de l'Organisation des Etats américains (OEA) sur un chargement de fusils d'assaut destiné aux paramilitaires qui a été intercepté au Panama à travers le Nicaragua (OEA, 2003). Voir également AP (2006).
- 29 Des sources policières et de renseignements, ainsi que plusieurs rapports de presse affirment que des fusils automatiques légers font souvent l'objet de saisies lors d'opérations contre la guérilla. Voir également Schroeder (2004) et García-Peña (1999, p. 3).
- 30 La base de données du CERAC révèle que les guérillas utilisent des engins explosifs 12 fois plus souvent que les paramilitaires. De surcroît, les entretiens des auteurs avec des guérilleros et des paramilitaires démobilisés indiquent que les guérillas utilisent des pistolets plus fréquemment que les paramilitaires, et qu'ils en fournissent aussi bien à leurs dirigeants qu'à leurs combattants.
- 31 Au cours d'un incident survenu à Bojayá (Chocó) en mai 2002, les FARC ont utilisé des bombes à base de bonbonnes de gaz pour bombarder une église dans laquelle des personnes s'étaient réfugiés pour échapper aux affrontements entre la guérilla et paramilitaires. Bilan: 119 morts et 90 blessés.
- 32 Entretiens des auteurs avec des détectives du DAS, octobre 2005.
- 33 Entretiens des auteurs avec des agents de sécurité et des analystes, novembre 2005. Il y a eu de nombreuses spéculations quant à un éventuel lien entre l'IRA et les FARC. Des officiers de l'armée colombienne affirment que les tactiques et techniques de l'IRA et des FARC en matière d'utilisation d'explosifs présentent d'importantes similitudes. Le *Sunday Times* (2005) a publié un article à ce sujet.
- 34 Pour les données initiales, voir Restrepo *et al.* (2004, p. 407).
- 35 Les attaques couvrent un vaste éventail d'événements tels que des massacres, des bombardements, des explosions de mines, des sabotages économiques (par exemple des attaques sur des oléoducs ou des réseaux électriques), des incursions ou encore des bombardements aériens.
- 36 Ce paragraphe tire ses sources de Restrepo et Spagat (2005a, p. 135).
- 37 Au cours de cette dernière vague, les paramilitaires tuaient généralement une ou deux personnes à la fois plutôt qu'en grande quantité, comme ils l'avaient fait par le passé.
- 38 Le gouvernement a tendance à affronter les guérillas plutôt qu'à s'impliquer dans des attaques telles que celles organisées par les guérillas et les paramilitaires. Seul un nombre relativement réduit de citoyens sont blessés au cours de ces affrontements.
- 39 Les pourcentages réduits pour les guérillas et le gouvernement s'expliquent en grande partie par le type d'attaques. Il est rare, par exemple, que des coups de feu soient tirés au cours d'un bombardement aérien ou lors d'une attaque sur une infrastructure économique.
- 40 L'utilisation de grenades suit un schéma similaire jusqu'en 2004.
- 41 Au sein du département d'Arauca, le conflit tend à s'installer dans les petites villes, avec une importante utilisation d'explosifs par les guérillas.
- 42 Entre 1979 et 2002, 857.227 décès ont été dus à des «causes externes», c'est-à-dire autres que des maladies. Plus de 430.000 personnes sont décédées de causes externes sans qu'aucune arme à feu n'ait été impliquée.
- 43 Le reste de cette section repose uniquement sur les données du DANE, qui vont jusqu'en 2002.
- 44 En Colombie le taux d'homicides par arme à feu a atteint un pic de 66 pour 100.000 en 2002 (DANE). Voir, par exemple, Godnick *et al.* (2002).

- 45 Dans plus de 95% de tous les cas de décès par arme à feu entre 1979 et 2002 (406.855), aucun type d'arme spécifique n'a été identifié. Dans environ 2% des cas (8.762), les données spécifient «pistolets», tandis que dans trois autres pour cent (12.533), elles précisent qu'il s'agissait d'«armes d'épaule».
- 46 Medellín a été confrontée à 12,6% de tous les décès par arme à feu, Bogotá à 12%, Cali à 6,5% et Barranquilla à 2,19%.
- 47 La population estimée de ces villes pour 2005 est la suivante: Medellín (2.093.624), Bogotá (7.185.889), Cali (2.423.381), Barranquilla (1.386.895), Cúcuta (742.689), Bello (400.291), Pereira (521.684), Itagüí (288.207) et Manizales (382.193).
- 48 Les régions de l'est d'Antioquia et du sud de Meta constituent d'importants foyers de la violence liée au conflit.
- 49 En revanche, les Colombiennes nées en 2002 ne perdront que quatre mois en moyenne.
- 50 Voir, par exemple, Aguirre *et al.* (2005).
- 51 Le nom *La Violencia* fait référence à une période marquée par une lutte acharnée entre les partisans des partis libéral et conservateur entre 1948 et 1952, bien qu'une violence moins marquée ait subsisté pendant encore quelques années. Connu sous le nom de *Frente Nacional* (1958), un important programme de désarmement et de démobilisation des guérillas libérales et des milices conservatrices a coïncidé avec le début de l'accord qui a mis un terme aux luttes intestines; ce programme avait également été mis en application au cours du gouvernement militaire précédent (1953-57).
- 52 Les groupes de guérillas et leurs nombres sont les suivants: M-19 (900), PRT (200), EPL (2.000), Movimiento Armado Quintín Lame (157), Comandos Ernesto Rojas (25), CRS (433), Milicias de Medellín (650), Frente Francisco Garnica (150), COAR (200). Voir par exemple Guáqueta (2005).
- 53 Consultez le site de la Fundación Ideas para la Paz (2005b) pour découvrir une discussion détaillée sur cette évolution.
- 54 Pour de plus amples informations, consultez le décret 2546 de 1999.
- 55 Sur le nombre total d'armes restituées, on a compté 13.333 armes de longue portée, 2.460 pistolets, 1.161 mitrailleuses et mortiers et 8.550 grenades. Au moins 2 millions de munitions ont également été restituées.
- 56 Dans son rapport mondial de 2005, Human Rights Watch affirme que «l'absence de cadre juridique régissant le processus de démobilisation et les avantages conférés aux personnes démobilisées constitue un obstacle à une démobilisation complète et efficace des paramilitaires. Un projet de loi proposé à l'origine par l'administration du président Alvaro Uribe en 2003 aurait permis aux dirigeants paramilitaires responsables d'atrocités mais désireux de coopérer de demeurer pratiquement impunis. Face au tollé national et international suscité, la loi proposée a fait l'objet d'une modification. Une nouvelle version de la loi déposée en avril 2004 présentait toutefois toujours de sérieux défauts – l'échec à permettre des enquêtes approfondies sur les crimes et les biens illégaux des paramilitaires, ainsi qu'une échappatoire permettant aux personnes condamnées pour des atrocités d'éviter absolument toute incarcération – ce qui rend peu probable toute démobilisation et démantèlement efficaces des structures paramilitaires» (HRW, 2005, p. 203).
- 57 Le cadre légal fourni par la loi de justice et paix limite les peines de prison à maximum huit ans. Les peines peuvent être purgées dans des colonies pénitentiaires rurales.

BIBLIOGRAPHIE

- AFP (Agence France-Presse) 2004. «El bloque paramilitar más poderoso de Colombia entrega las armas el viernes». 9 décembre.
- Aguirre, Katherine *et al.* 2005. *Assessing the Effect of Policy Interventions on Small Arms Demand in Bogotá, Colombia*. Document d'information non publié. Bogotá: CERAC.
- Alto Comisionado para la Paz (Haut commissariat pour la paix). 2005. Page sur la démobilisation.
<http://www.altocomisionadopalapaz.gov.co/desmovilizaciones/2004/index_resumen.htm>
- AP (Associated Press). 2000. «Colombian Paramilitary Chief Shows Face, Presents New Image». 2 mars.
- . 2006. «El Salvador: investigarán tráfico de armas a Colombia». 20 janvier.
- DNP (Département national de planification). 2005. *Visión Colombia II Centenario: 2019. Propuesta para la discusión*. Bogotá: Editorial Planeta Colombia S.A.
- El Comercio*. 2003. «Otro cargamento de balas fue detectado en un barco». 9 février.
- El Espectador*. 2003. «La oferta española». 13 avril.
- El País*. 2004. «M-19 cambió drogas por armas». 6 octobre.
- El Peruano*. 2005. «Montesinos al banquillo por violación a DD HH». 20 juillet.
- El Tiempo*. 2004. «Juicio a Vladimiro Montesinos revela operativo con el que se armó la guerrilla de las Farc en 1998». 24 janvier.
- . 2005a. «El 10 por ciento de las municiones de las FARC y de los «paras» tienen el sello de Indumil». 12 juin.
- . 2005b. «Gobierno de Colombia tiene la mira en China para la compra de armas nuevas». 8 août.
- . 2005c. «Armas, los primeros productos de la «revolución» de Hugo Chávez en Venezuela». 7 novembre.
- . 2005d. «El sábado habrá jornada de desarme en Bogotá». 22 novembre.
- Fundación Ideas para la Paz. 2005a. «Instancias del Gobierno Nacional encargadas o relacionadas con los procesos de desmovilización y reinserción de los grupos ilegales armados: 1982-2004». *Boletín Informativo n°6*.
<<http://www.ideaspaz.org/proyecto03/boletines/boletin06.htm>>
- . 2005b. «Juego de espejos». *Siguiendo el conflicto: hechos y análisis de la semana*. 14 octobre.
<http://www.ideaspaz.org/new_site/secciones/publicaciones/download_boletines/boletin_conflicto34.pdf>

- García-Peña, Daniel. 1999. *War, Peace and Light Weapons in Colombia : A Case Study*. Genève: Forum de Genève.
<http://www.geneva-forum.org/Reports/salw_vol1/19991129.pdf>
- Godnick, William, Robert Muggah et Camilla Waszink. 2002. *Stray Bullets: The Impact of Small Arms Misuse in Central America*. Document occasionnel n° 5. Genève: Small Arms Survey.
- Guáqueta, Alexandra. 2005. «Desmovilización y reinserción en El Salvador: Lecciones para Colombia», *Informes FIP 1*. Bogotá: Fundación Ideas para la Paz.
<http://www.ideaspaz.org/new_site/secciones/publicaciones/download_documentos/desmovilizacion.pdf>
- Guerrero, Rodrigo. 1999. *Programa Desarrollo, Seguridad y Paz, DESEPAZ de la Ciudad de Cali*. Rio de Janeiro: Banque interaméricaine de développement. <<http://www.iadb.org/IDBDocs.cfm?docnum=362232>>
- HRW (Human Rights Watch). 2005. *World Report 2005*. «Human Rights Overview: Colombia». New York: HRW.
<<http://hrw.org/english/docs/2005/01/13/colomb9847.htm>>
- IISS (Institut international des études stratégiques). 2005. *Military Balance 2005-2006*. Oxford: Routledge.
- Krause, Keith et al. 2005. «Colombia's Chimaera: Reflections on Human Security and Armed Violence». *Human Security Bulletin*. Vancouver: Consortium canadien sur la sécurité humaine Human Security (CCSH).
<<http://www.humansecuritybulletin.info/page230.htm>>
- Llorente, María, Jairo Núñez et Mauricio Rubio. 2000. *Efectos de los controles al consumo de alcohol y al porte de armas de fuego en la violencia homicida*. Bogotá: Bureau du maire. <<http://www.suivd.gov.co/investigaciones/Alcohol%20&%20Armas.htm>>
- Muggah, Robert. 2005. «No Magic Bullet: A Critical Perspective on Disarmament, Demobilization and Reintegration (DDR) and Weapons Reduction in Post-conflict Contexts». *The Round Table*. Vol. 94, n° 379, p. 239-52. Avril.
- O Globo*. 2005. «Traficantes brasileiros se aliam às FARC no Paraguai». 10 avril.
- OEA (Organisation des Etats américains). 2003. *Informe de la Secretaría General de la Organización de los Estados Americanos sobre el desvío de armas nicaragüenses a las Autodefensas Unidas de Colombia*. Janvier.
<<http://www.oas.org/OASpage/NI-COarmas/NI-COEsp3687.htm>>
- Pizarro Leongómez, Eduardo. 2004. *Una democracia asediada: balance y perspectivas del conflicto armado en Colombia*. Bogotá: Norma.
- Restrepo, Jorge et al. 2005. «Colombia's Chimaera: Reflections on Human Security and Armed Violence».
<<http://www.humansecuritybulletin.info/page230.htm>>
- Restrepo, Jorge et Michael Spagat. 2005a. «Colombia's Tipping Point?» *Survival*. Parution n° 2, été 2005, p. 131-52.
- . 2005b. *The Colombian Conflict: Where Is It Heading?* Bogotá: CERAC. <http://www.cerac.org.co/pdf/CSISPresentationwithtext-V10_Low.pdf>
- Restrepo, Jorge, Michael Spagat et Juan Vargas. 2004. «The Dynamics of the Colombian Civil Conflict: A New Dataset». *Homoeconomicus*. Vol. 21 (2), p. 396-429.
- Revista Cambio*. 2005. «Secretos». 7 février.
- Schroeder, Matt. 2004. *Small Arms, Terrorism and the OAS Firearms Convention*. Document occasionnel de la FAS n° 1.
<http://www.fas.org/asmp/campaigns/smallarms/OAS_Firearms_Convention.html#report>
- Small Arms Survey. 2005. *Small Arms Survey: Weapons at War*. Oxford: Oxford University Press. *Annuaire sur les armes légères: Au cœur des conflits*. Bruxelles, GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité). Publié sur www.smallarms-survey.org.
- Sunday Times*. 2005. «FARC rebel "admits IRA trained him"». 15 mai.
- Villaveces, Andrés et al. 2000. «Effect of a Ban on Carrying Firearms on Homicide rates in two Colombian Cities». *Journal of the American Medical Association*. Vol. 283, n° 9. 1^{er} mars.

REMERCIEMENTS

Auteurs principaux

Katherine Aguirre, Robert Muggah, Jorge A. Restrepo et Michael Spagat

Collaborateurs

Andrés Ballesteros, Óscar Becerra, Brodie Ferguson, Simón Mesa, Nicolás Suárez et le CERAC